

**BAILLIE GIFFORD WORLDWIDE FUNDS PLC**  
**RAPPORT ANNUEL ET ÉTATS FINANCIERS AUDITÉS**  
**POUR L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2018**

(un fonds de placement à compartiments multiples appliquant le principe de la  
ségrégation des engagements entre les Compartiments)

**TABLE DES MATIÈRES (SUITE)**

	<b>Page</b>
GESTION ET ADMINISTRATION	2
INFORMATIONS GÉNÉRALES	3
RAPPORT DES ADMINISTRATEURS	4
DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ ET RAPPORT DU DÉPOSITAIRE	7
RAPPORT DU GESTIONNAIRE D'INVESTISSEMENT	
- BAILLIE GIFFORD WORLDWIDE JAPANESE FUND	8
AVERTISSEMENTS RELATIFS AUX INDICES DE RÉFÉRENCE	10
RAPPORT DES RÉVISEURS INDÉPENDANTS AUX MEMBRES DE BAILLIE GIFFORD WORLDWIDE FUNDS PLC	11
ÉTAT DES PORTEFEUILLES	
- BAILLIE GIFFORD WORLDWIDE JAPANESE FUND	13
BILAN	15
COMPTE DE RÉSULTAT GLOBAL	19
ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX PORTEURS D' ACTIONS DE PARTICIPATION RACHETABLES	20
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS	21
ÉTAT DES VARIATIONS DES PORTEFEUILLES (NON AUDITÉ)	
- BAILLIE GIFFORD WORLDWIDE JAPANESE FUND	37
ANNEXE 1 – POURCENTAGES DES FRAIS COURANTS (NON AUDITÉS)	39
ANNEXE 2 – RAPPORT SUR LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION (NON AUDITÉ)	40

**GESTION ET ADMINISTRATION**

---

**ADMINISTRATEURS**

Brian Collins\* (irlandais)  
Derek McGowan (britannique)  
Gavin Scott (président) (britannique)  
Ronan Walsh\* (irlandais)  
Christopher Murphy (britannique)

\* Administrateur indépendant

**SIÈGE SOCIAL**

30 Herbert Street  
Dublin 2  
Irlande

**GESTIONNAIRE D'INVESTISSEMENT ET DISTRIBUTEUR**

Baillie Gifford Overseas Limited  
Calton Square  
1 Greenside Row  
Édimbourg  
EH1 3AN  
Royaume-Uni

**DÉPOSITAIRE**

Brown Brothers Harriman Trustee Services  
(Ireland) Limited  
30 Herbert Street  
Dublin 2  
Irlande

**CONSEILLERS JURIDIQUES**

Arthur Cox  
10 Earlsfort Terrace  
Dublin 2  
Irlande

**RÉVISEURS INDÉPENDANTS**

PricewaterhouseCoopers  
Experts-comptables et réviseurs d'entreprises agréés  
One Spencer Dock  
North Wall Quay  
Dublin 1  
Irlande

**AGENT ADMINISTRATIF, AGENT DE REGISTRE  
ET AGENT DE TRANSFERT**

Brown Brothers Harriman Fund Administration Services  
(Ireland) Limited  
30 Herbert Street  
Dublin 2  
Irlande

**SECRÉTAIRE DE LA SOCIÉTÉ**

Bradwell Limited  
10 Earlsfort Terrace  
Dublin 2  
Irlande

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

Constituée le 28 octobre 2010 en tant que société à responsabilité limitée en vertu de la loi irlandaise sur les sociétés de 2014, Baillie Gifford Worldwide Funds plc (la « Société ») est une société d'investissement de type ouvert à capital variable enregistrée sous le numéro 490695 et a été autorisée par la Banque centrale d'Irlande (la « Banque centrale ») le 23 décembre 2010. Elle exerce ses activités conformément à la réglementation des Communautés européennes sur les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) de 2011 (la « Réglementation sur les OPCVM »), telle qu'amendée.

La Société est constituée sous la forme d'un fonds de placement à compartiments multiples appliquant le principe de la ségrégation des engagements entre les Compartiments. Au 30 septembre 2018, la Société comprenait vingt-cinq Compartiments, dont un seul était approuvé à la distribution aux investisseurs non qualifiés en Suisse et à partir de la Suisse : le Compartiment Baillie Gifford Worldwide Japanese Fund (le « Japanese Fund »). Ce Compartiment est capitalisé.

## INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES POUR LES INVESTISSEURS NON QUALIFIÉS EN SUISSE

Le prospectus partiel et les Informations Clés pour l'Investisseur pour la Suisse, les statuts, les rapports semestriel et annuel partiels en français et d'autres informations peuvent être obtenus gratuitement auprès du représentant en Suisse du Fonds: Carnegie Fund Services S.A., 11, rue du Général-Dufour, CH-1204 Genève, Suisse, web : [www.carnegie-fund-services.ch](http://www.carnegie-fund-services.ch). Le service de paiement en Suisse est la Banque Cantonale de Genève, 17, quai de l'Île, CH-1204 Genève, Suisse. Les derniers prix des actions sont disponibles sur [www.fundinfo.com](http://www.fundinfo.com). Pour les actions du Fonds distribuées aux investisseurs non qualifiés en Suisse et à partir de la Suisse, ainsi que pour les actions du Fonds distribuées aux investisseurs qualifiés en Suisse, le for est à Genève.

Il convient de noter, pour chaque publication des données de performance, que la performance passée n'est pas une indication de la performance actuelle ou future et qu'elle ne tient pas compte des commissions et des frais encourus au titre de l'émission et du rachat d'Actions.

## INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES POUR LES INVESTISSEURS EN RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

La société GerFIS – German Fund Information Service UG (haftungsbeschränkt), sise Zum Eichhagen 4, 21382 Brietlingen, Allemagne, agit en tant qu'agent d'information en Allemagne conformément à l'art. 309, al. 2, du code allemand sur les placements de capitaux (Kapitalanlagegesetzbuch – KAGB).

**Japanese Fund****Objectif d'investissement**

Le Compartiment a pour objectif de maximiser son rendement total en investissant principalement dans des actions cotées, négociées ou échangées sur des Marchés réglementés au Japon. L'investisseur type dans le Compartiment cherche à obtenir une exposition sur le long terme à des titres axés « croissance » sur le marché boursier japonais et ne considère pas un investissement dans le Compartiment comme une source régulière de revenus.

Au 30 septembre 2018, le Compartiment offrait à la souscription les Catégories d'Actions suivantes :

<b>Catégorie d'Actions</b>	<b>Date de lancement</b>	<b>Prix d'offre initiale</b>
Catégorie A EUR de capitalisation	12 juin 2017	10 EUR
Catégorie A EUR de distribution (couverte)	17 août 2018	10 EUR
Catégorie A SEK de capitalisation	1 <sup>er</sup> février 2018	100 SEK
Catégorie B EUR de capitalisation	23 juillet 2015	10 EUR
Catégorie B EUR de capitalisation (couverte)	23 juillet 2015	10 EUR
Catégorie B EUR de distribution	24 juillet 2018	10 EUR
Catégorie B GBP de capitalisation	25 juillet 2018	10 GBP
Catégorie B GBP de capitalisation (couverte)	16 octobre 2017	10 GBP
Catégorie B GBP de distribution	1 <sup>er</sup> août 2018	10 GBP
Catégorie B JPY de capitalisation	18 août 2014	1 000 JPY
Catégorie B USD de capitalisation	30 juin 2015	10 USD
Catégorie B USD de capitalisation (couverte)	30 juin 2015	10 USD
Catégorie B USD de distribution	8 août 2018	10 USD
Catégorie C GBP de capitalisation	18 août 2014	10 GBP
Catégorie C USD de capitalisation	7 avril 2017	10 USD

**RAPPORT DES ADMINISTRATEURS  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2018**

---

Les Administrateurs présentent leur rapport ainsi que les états financiers audités de Baillie Gifford Worldwide Funds plc (ci-après la « Société ») pour l'exercice clos le 30 septembre 2018 (ci-après la « clôture de l'exercice » ou la « clôture »).

Constituée sous la forme d'un fonds de placement à compartiments multiples, la Société se compose de vingt-cinq Compartiments, dont un seul est approuvé à la distribution aux investisseurs non qualifiés en Suisse et à partir de la Suisse: le Japanese Fund. Ce Compartiment est capitalisé.

**Déclaration de responsabilité des Administrateurs**

Les Administrateurs sont responsables de l'élaboration du rapport annuel et des états financiers audités conformément aux normes comptables généralement reconnues en Irlande, y compris les normes de communication financière du Conseil de communication financière du Royaume-Uni (Financial Reporting Council) publiées par l'ordre des experts-comptables irlandais.

En vertu du droit irlandais, les Administrateurs n'approuvent pas les états financiers tant qu'ils ne jugent pas que ceux-ci donnent une image juste et fidèle des actifs, des passifs et de la situation financière de la Société à la clôture de l'exercice considéré, ainsi que de son résultat pour ledit exercice.

Lors de la préparation des états financiers, les Administrateurs sont tenus :

- de choisir des méthodes comptables appropriées et de les appliquer de manière cohérente ;
- de formuler des estimations et des avis raisonnables et prudents ;
- d'indiquer si les états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables applicables, de définir ces principes et, si un écart notable par rapport à ceux-ci est constaté, de l'expliquer dans les notes aux états financiers ; et
- d'établir les états financiers dans le respect du principe de la continuité d'exploitation, sauf s'il se révèle inapproprié de présumer de cette continuité.

Les Administrateurs sont chargés de tenir une comptabilité adéquate leur permettant :

- de comptabiliser correctement et de justifier les transactions de la Société ;
- de déterminer, en tout temps, les actifs, les passifs, la situation financière et le résultat de la Société avec une précision raisonnable ; et
- de s'assurer que les états financiers sont conformes à la loi irlandaise sur les sociétés de 2014 et qu'ils sont audités.

Les Administrateurs sont également responsables de la conservation des actifs de la Société. Ils doivent donc, pour ce faire, prendre toutes les mesures raisonnables de prévention et de détection des fraudes et autres irrégularités.

Les états financiers de la Société sont publiés sur le site web du Gestionnaire d'investissement (<https://www.bailliegifford.com/>). Les Administrateurs doivent veiller à la mise à jour et à l'intégrité des informations relatives à la Société publiées sur ce site. La législation irlandaise régissant la préparation et la diffusion des états financiers peut différer de celles appliquées dans d'autres juridictions.

**Registres comptables**

Pour s'assurer que la Société respecte son obligation de tenir une comptabilité correcte, les Administrateurs utilisent des systèmes et des procédures appropriés et emploient des personnes compétentes. Les registres comptables sont conservés au 30 Herbert Street, Dublin 2, Irlande.

**Administrateurs**

Noms des Administrateurs de la Société pendant l'exercice clos le 30 septembre 2018 :

Brian Collins\* (irlandais)  
Derek McGowan (britannique)  
Gavin Scott (président) (britannique)  
Ronan Walsh\* (irlandais)  
Christopher Murphy (britannique)

\* Administrateur indépendant

**Intérêts des Administrateurs et du Secrétaire de la Société dans les Actions et les contrats de la Société**

Ni les Administrateurs, ni le Secrétaire de la Société n'ont détenu, à aucun moment de l'exercice clos le 30 septembre 2018, un quelconque intérêt dans des contrats ou accords significatifs pour les activités de la Société, tels que définis dans la loi irlandaise sur les sociétés de 2014 (il en allait de même au 30 septembre 2017), autres que ceux mentionnés à la note 12 des présents états financiers.

**Déclaration de conformité des Administrateurs**

La Société a pour principe de respecter les obligations qui lui incombent, telles que définies dans la loi irlandaise sur les sociétés de 2014. Conformément à l'art. 225, al. 2, de ladite loi, les Administrateurs reconnaissent leur responsabilité quant à la nécessité pour la Société de respecter ses obligations. En vertu de l'art. 225, al. 3, let. a, ils ont rédigé une déclaration de conformité, ainsi que des principes de conformité qui énoncent les dispositifs et les structures conçus et mis en place, de leur point de vue, de manière à assurer le respect des obligations de la Société à tous égards importants. Lorsqu'ils délèguent leurs responsabilités en vertu de l'art. 225, les Administrateurs font notamment appel aux services, aux conseils et/ou aux prestations de représentation de tiers qui, selon eux, ont les connaissances et l'expérience nécessaires pour respecter au mieux les obligations de la Société.

**RAPPORT DES ADMINISTRATEURS (SUITE)**  
**POUR L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2018**
**Évaluation de l'activité et évolutions futures**

Le rapport du Gestionnaire d'investissement contient une évaluation de l'activité et des évolutions futures de la Société. La nature de l'activité n'a pas subi de changements au cours de l'exercice. Les Administrateurs ne prévoient actuellement aucun changement concernant la structure ou les objectifs de la Société pour l'exercice clos le 30 septembre 2019.

**Objectifs et politiques de gestion des risques**

Investir dans la Société suppose un certain nombre de risques, y compris, entre autres, ceux décrits à la note 10 des présents états financiers.

**Dividendes**

Les dividendes suivants ont été déclarés au titre du Compartiment approuvé à la distribution aux investisseurs non qualifiés en Suisse et à partir de la Suisse pour les exercices clos le 30 septembre 2018 et le 30 septembre 2017 :

Compartiment	Catégorie	Date de déclaration	30 septembre 2018	30 septembre 2017
Japanese Fund	Catégorie A EUR de distribution (couverte)	1 <sup>er</sup> octobre 2018	200 EUR	–
Japanese Fund	Catégorie B EUR de distribution	1 <sup>er</sup> octobre 2018	14 990 EUR	–
Japanese Fund	Catégorie B GBP de distribution	1 <sup>er</sup> octobre 2018	4 689 GBP	–
Japanese Fund	Catégorie B USD de distribution	1 <sup>er</sup> octobre 2018	700 USD	–

Aucun autre dividende n'a été déclaré pour l'exercice clos le 30 septembre 2018.

**Résultat de l'exercice, bilan et situation financière au 30 septembre 2018**

Le détail des actifs, des passifs et de la situation financière de la Société, ainsi que son résultat pour l'exercice clos le 30 septembre 2018, figurent dans le bilan et dans le compte de résultat global.

**Recherche et développement**

La Société réévalue régulièrement ses investissements et processus, dans une quête constante d'amélioration de la qualité et de l'efficacité.

**Financements politiques**

La Société n'a contribué à aucun financement politique au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2018 (il en allait de même au 30 septembre 2017).

**Événements importants survenus durant l'exercice**

Le 4 octobre 2017, la Société a notifié à la Banque centrale une mise à jour du Prospectus qui portait principalement sur l'inclusion de quatre nouveaux Compartiments non approuvés à la distribution en et à partir de la Suisse, mais également sur le changement de nom d'un Compartiment non approuvé à la distribution aux investisseurs non qualifiés en et à partir de la Suisse, sur la création de la Catégorie d'Actions A et sur la réduction des commissions de gestion d'investissement au titre des Catégories B de certains Compartiments.

Le 3 janvier 2018, la Société a notifié à la Banque centrale une mise à jour du Prospectus qui portait principalement sur le lancement de Catégories d'Actions couvertes dans un Compartiment non approuvé à la distribution en et à partir de la Suisse.

Le 26 mars 2018, la Société a notifié à la Banque centrale une mise à jour du Prospectus qui portait principalement sur l'inclusion d'un nouveau Compartiment non approuvé à la distribution en Suisse et à partir de la Suisse.

Le 13 août 2018, la Société a notifié à la Banque centrale une mise à jour du Prospectus qui portait principalement sur l'inclusion de trois nouveaux Compartiments non approuvés à la distribution en Suisse et à partir de la Suisse, mais aussi sur une modification de l'objectif d'un autre Compartiment non approuvé à la distribution aux investisseurs non qualifiés en Suisse et à partir de la Suisse.

Durant l'exercice, le Compartiment Japanese Fund a été enregistré dans les pays suivants :

Belgique  
France  
Luxembourg  
Pays-Bas  
Norvège  
Singapour  
Espagne  
Suède  
Suisse

Aucun autre événement important concernant la Société n'est survenu durant l'exercice.

**Événements postérieurs à la clôture de l'exercice**

M. Alastair Maclean a été nommé Administrateur de la Société le 29 novembre 2018.

Le 29 novembre 2018, le Conseil d'administration a approuvé la nomination de Baillie Gifford Investment Management (Europe) Limited, qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2019, sous réserve de l'approbation de la Banque centrale.

**RAPPORT DES ADMINISTRATEURS (SUITE)  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2018**

---

Le 13 décembre 2018, la Société a notifié à la Banque centrale une mise à jour du Prospectus qui portait principalement sur l'inclusion de six nouvelles Catégories d'Actions dans deux Compartiments non approuvés à la distribution aux investisseurs non qualifiés en Suisse et à partir de la Suisse ainsi que dans un Compartiment non approuvé à la distribution en Suisse et à partir de la Suisse.

**Événements postérieurs à la clôture de l'exercice (suite)**

Baillie Gifford Investment Management (Europe) Limited prévoit de déléguer ses fonctions de gestion d'investissement à un sous-gestionnaire d'investissement, Baillie Gifford Overseas Limited, avec effet au 1<sup>er</sup> février 2019.

Aucun autre événement important concernant la Société n'est survenu après la fin de l'exercice.

**Opérations avec des parties liées**

Conformément aux dispositions de l'art. 78, al. 4, de la réglementation sur les OPCVM de 2015 créée en vertu de la loi irlandaise sur la surveillance et le contrôle d'application de la Banque centrale de 2013 (Central Bank (Supervision And Enforcement) Act 2013 (Section 48(1)) (Undertakings for Collective Investment in Transferable Securities) Regulations 2015) (ci-après « la Réglementation sur les OPCVM de la Banque centrale »), le Conseil d'administration estime :

- (a) que des dispositifs, attestés par des procédures écrites, ont été mis en place afin d'assurer le respect des obligations exigées par l'art. 41, al. 1, de la Réglementation sur les OPCVM de la Banque centrale dans toutes les opérations avec une partie liée (telle que définie à l'art. 40 de la Réglementation sur les OPCVM de la Banque centrale) ; et
- (b) que toutes les opérations avec des parties liées entamées au cours de la période couverte par le présent rapport respectent bien les obligations exigées par l'art. 41, al. 1, de la Réglementation sur les OPCVM de la Banque centrale.

**Déclaration de gouvernance d'entreprise**

Le Conseil d'administration a passé en revue les mesures énoncées dans le code de gouvernance d'entreprise non contraignant pour les organismes de placement collectif et les sociétés de gestion publié par l'association Irish Funds en décembre 2011 (ci-après « le Code IF »). Il a adopté toutes les pratiques et procédures de gouvernance d'entreprise recommandées par le Code IF.

**Réviseurs indépendants**

Les Réviseurs indépendants, PricewaterhouseCoopers, ont fait savoir qu'ils souhaitent continuer de s'acquitter de leurs fonctions, conformément aux dispositions de l'art. 383, al. 2, de la loi irlandaise sur les sociétés de 2014.

**Comité d'audit**

La Société n'a pas mis en place de comité d'audit. Compte tenu de sa taille, de sa nature et de sa complexité, ainsi que des processus et procédures qu'elle a déjà adoptés, le Conseil d'administration estime que la mise en place d'un tel comité ne s'impose pas.

**Déclaration d'informations pertinentes pour l'audit**

Chaque Administrateur en fonction à la date d'approbation du présent rapport confirme :

- a) qu'à sa connaissance, aucune information d'audit pertinente ne resterait inconnue des Réviseurs de la Société, et
- b) qu'il a pris toutes les mesures que l'on pourrait attendre d'un Administrateur pour prendre connaissance d'éventuelles informations d'audit pertinentes et pour faire en sorte que celles-ci soient communiquées aux Réviseurs de la Société.

**Pour le compte du Conseil d'administration**

**Derek McGowan**  
Administrateur

Le 23 janvier 2019

**Ronan Walsh**  
Administrateur

**DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ ET RAPPORT DU DÉPOSITAIRE  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2018**

---

**Rapport du Dépositaire aux Actionnaires**

En notre qualité de Dépositaire de la Société, nous avons examiné la conduite des affaires de Baillie Gifford Worldwide Funds plc (ci-après « la Société ») pour l'exercice clos le 30 septembre 2018.

Le présent rapport comprend notre opinion, rédigée à l'intention exclusive des Actionnaires de la Société, conformément à la partie 5 de la réglementation des Communautés européennes sur les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) de 2011 (la « Réglementation sur les OPCVM »), et à aucune autre fin. En communiquant cette opinion, nous déclinons toute responsabilité au titre de toute autre finalité ou envers toute autre personne qui aurait connaissance de ce rapport.

**Responsabilités du Dépositaire**

Nos devoirs et responsabilités sont présentés dans la partie 5 de la Réglementation sur les OPCVM. Parmi ces devoirs figurent l'examen de la conduite des affaires de la Société pour chaque exercice comptable et le compte rendu de cet examen à l'attention des Actionnaires.

Notre rapport doit indiquer si nous estimons que la Société a été gérée conformément aux dispositions de l'Acte constitutif, des Statuts et de la Réglementation sur les OPCVM au cours de l'exercice sous revue. Il relève de la responsabilité générale de la Société d'observer ces dispositions. Si elle ne les a pas respectées, nous devons alors, en notre qualité de Dépositaire, indiquer quelles en sont les raisons et définir les étapes suivies pour rectifier la situation.

**Fondement de l'opinion du Dépositaire**

Le Dépositaire procède aux examens qu'il juge raisonnablement nécessaires pour se conformer à ses obligations telles que définies dans la partie 5 de la Réglementation sur les OPCVM et pour s'assurer que la Société a été gérée, à tous égards importants, conformément aux dispositions et à la documentation suivantes :

- les restrictions imposées sur les pouvoirs en matière d'investissement et d'emprunt par les dispositions des documents constitutifs de la Société et par la réglementation applicable ; et
- toute autre disposition de ses documents constitutifs et des réglementations appropriées.

**Opinion**

Nous estimons qu'à tous égards importants, la Société a été gérée, au cours de l'exercice :

- (i) conformément aux restrictions imposées aux pouvoirs en matière d'investissement et d'emprunt de la Société de gestion et du Dépositaire par l'Acte constitutif et les Statuts, par la Réglementation sur les OPCVM et par la réglementation sur les OPCVM de 2015 créée en vertu de la loi irlandaise sur la surveillance et le contrôle d'application de la Banque centrale de 2013 (Central Bank (Supervision And Enforcement) Act 2013 (Section 48(1))) (la « Réglementation sur les OPCVM de la Banque centrale ») ; et
- (ii) dans le respect des dispositions de son Acte constitutif, de ses Statuts, de la Réglementation sur les OPCVM et de la Réglementation sur les OPCVM de la Banque centrale, à tous autres égards.

**Robert Mountford**  
**Brown Brothers Harriman Trustee Services (Ireland) Limited**  
**30 Herbert Street**  
**Dublin 2**  
**Irlande**

**Le 23 janvier 2019**

**RAPPORT DU GESTIONNAIRE D'INVESTISSEMENT  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2018  
JAPANESE FUND**

Le tableau ci-après indique la performance de chaque Catégorie d'Actions au 30 septembre 2018. Nous gérons le Compartiment dans son ensemble et ne tenons pas compte des effets des fluctuations de change sur la performance des Catégories d'Actions. La performance de chaque Catégorie peut différer de celle du Compartiment, qui est libellée dans sa Devise de référence. Selon nous, les données de performance à court terme ne sont que peu pertinentes lorsqu'il s'agit d'évaluer le potentiel d'investissement. Une période de cinq ans nous semble plus judicieuse.

Durant l'exercice, le Compartiment a surperformé son indice de référence, notamment grâce à SBI Holdings, une société financière offrant une technologie de rupture, et CyberAgent, une société de médias, les meilleurs contributeurs de la performance du Compartiment. SBI Holdings a continué de révolutionner le secteur financier japonais, quelque peu archaïque, et a récemment dépassé Daiwa pour devenir le quatrième plus gros courtier du Japon, alors que la société n'opère qu'en ligne. CyberAgent a également réalisé une performance solide sur le plan opérationnel grâce à une succession rapide de lancements de jeux à succès. Le fabricant d'instruments d'analyse et de mesure Shimadzu, le conglomérat technologique Softbank et le comparateur de prix Kakaku.com ont également enregistré de belles performances au cours de l'exercice.

Suruga Bank était la lanterne rouge de l'exercice. Au cours de la période, des enquêtes ont été menées sur les pratiques de prêt de la banque suite à son implication dans certains prêts de logements partagés qui se sont retrouvés en défaut au début de l'exercice. Malheureusement, les rapports de ces enquêtes ont jeté une lumière très défavorable sur la banque et sur ses pratiques de prêt dans certaines régions. Nous avons aujourd'hui perdu confiance dans les procédures et opérations de Suruga Bank ainsi que dans les compétences de sa direction. C'est pourquoi nous nous sommes entièrement défaits de nos positions sur cette société. Quant à Rakuten, Toyo Tire et Lifull, ils ont également enregistré des sous-performances durant l'exercice.

		à 6 mois	à 1 an p.a.	à 2 ans p.a.	à 3 ans p.a.	à 5 ans p.a.	depuis le lancement	Date de lancement
<b>Catégorie A EUR de capitalisation</b>	Rendement de la Catégorie (%)	7,50	16,40	-	-	-	12,80	12/06/2017
	Rendement de l'indice de référence (%)	6,10	11,80	-	-	-	7,40	
	Différence	1,40	4,60	-	-	-	5,40	
<b>Catégorie A EUR de distribution (couverte)</b>	Rendement de la Catégorie (%)	-	-	-	-	-	9,90	17/08/2018
	Rendement de l'indice de référence (%)	-	-	-	-	-	7,90	
	Différence	-	-	-	-	-	2,00	
<b>Catégorie A SEK de capitalisation</b>	Rendement de la Catégorie (%)	7,60	-	-	-	-	7,60	01/02/2018
	Rendement de l'indice de référence (%)	6,40	-	-	-	-	7,90	
	Différence	1,20	-	-	-	-	-0,30	
<b>Catégorie B EUR de capitalisation</b>	Rendement de la Catégorie (%)	8,00	17,40	15,10	17,30	-	9,60	23/07/2015
	Rendement de l'indice de référence (%)	6,10	11,80	11,20	11,70	-	6,20	
	Différence	1,90	5,60	3,90	5,60	-	3,40	
<b>Catégorie B EUR de capitalisation (couverte)</b>	Rendement de la Catégorie (%)	7,90	15,60	23,20	15,00	-	7,40	23/07/2015
	Rendement de l'indice de référence (%)	6,50	10,00	18,80	10,10	-	4,10	
	Différence	1,40	5,60	4,40	4,90	-	3,30	
<b>Catégorie B EUR de distribution</b>	Rendement de la Catégorie (%)	-	-	-	-	-	3,30	24/07/2018
	Rendement de l'indice de référence (%)	-	-	-	-	-	3,40	
	Différence	-	-	-	-	-	-0,10	
<b>Catégorie B GBP de capitalisation</b>	Rendement de la Catégorie (%)	-	-	-	-	-	2,90	25/07/2018
	Rendement de l'indice de référence (%)	-	-	-	-	-	2,90	
	Différence	-	-	-	-	-	0,00	
<b>Catégorie B GBP de capitalisation (couverte)</b>	Rendement de la Catégorie (%)	-	-	-	-	-	13,10	16/10/2017
	Rendement de l'indice de référence (%)	-	-	-	-	-	8,20	
	Différence	-	-	-	-	-	4,90	

**RAPPORT DU GESTIONNAIRE D'INVESTISSEMENT  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2018  
JAPANESE FUND (SUITE)**

<b>Catégorie B GBP de distribution</b>	Rendement de la Catégorie (%)	-	-	-	-	-	3,70	01/08/2018
	Rendement de l'indice de référence (%)	-	-	-	-	-	2,70	
	Différence	-	-	-	-	-	1,00	
<b>Catégorie B JPY de capitalisation</b>	Rendement de la Catégorie (%)	8,50	16,60	24,30	16,30	-	14,40	18/08/2014
	Rendement de l'indice de référence (%)	7,00	10,80	19,80	11,20	-	11,50	
	Différence	1,50	5,80	4,50	5,10	-	2,90	
<b>Catégorie B USD de capitalisation</b>	Rendement de la Catégorie (%)	1,90	15,60	17,20	18,60	-	11,60	30/06/2015
	Rendement de l'indice de référence (%)	0,20	9,80	13,10	13,10	-	8,20	
	Différence	1,70	5,80	4,10	5,50	-	3,40	
<b>Catégorie B USD de capitalisation (couverte)</b>	Rendement de la Catégorie (%)	9,50	18,60	25,60	16,70	-	9,20	30/06/2015
	Rendement de l'indice de référence (%)	8,00	12,90	21,40	12,10	-	6,50	
	Différence	1,50	5,70	4,20	4,60	-	2,70	
<b>Catégorie B USD de distribution</b>	Rendement de la Catégorie (%)	-	-	-	-	-	3,70	08/08/2018
	Rendement de l'indice de référence (%)	-	-	-	-	-	2,60	
	Différence	-	-	-	-	-	1,10	
<b>Catégorie C GBP de capitalisation</b>	Rendement de la Catégorie (%)	9,80	19,00	17,50	25,40	-	19,20	18/08/2014
	Rendement de l'indice de référence (%)	7,70	13,00	12,80	18,90	-	15,50	
	Différence	2,10	6,00	4,70	6,50	-	3,70	
<b>Catégorie C USD de capitalisation</b>	Rendement de la Catégorie (%)	2,20	16,30	-	-	-	21,30	07/04/2017
	Rendement de l'indice de référence (%)	0,20	9,80	-	-	-	14,90	
	Différence	2,00	6,50	-	-	-	6,40	

Source des performances des Catégories : Brown Brothers Harriman Fund Administration Services (Ireland) Limited, prix de transaction évalués à 10h (heure de Dublin). Les investisseurs sont priés de noter que les performances passées ne constituent pas une indication des performances futures.

Indice de référence : TOPIX (les rendements sont exprimés dans la devise de la Catégorie d'Actions concernée). (Les investisseurs sont priés de noter que les performances de l'indice de référence ne sont fournies qu'à titre indicatif.) Source des performances de l'indice de référence : StatPro, revenu net.

**Baillie Gifford Overseas Limited**

## AVERTISSEMENTS RELATIFS AUX INDICES DE RÉFÉRENCE

---

### Avertissement général

Aucun fournisseur tiers de données (ci-après les « Fournisseurs ») n'offre de garantie, explicite ou implicite, quant à l'exactitude, l'exhaustivité et l'état actuel des données contenues dans le présent document ou quant aux résultats pouvant être obtenus par le destinataire desdites données. Aucun Fournisseur ne pourra être tenu, de quelque manière que ce soit, pour responsable de l'une ou l'autre inexactitude, erreur ou omission dans les données indicielles mentionnées dans le présent document, quelles qu'en soient les causes, et n'assumera de responsabilité quant aux éventuels dommages résultant directement ou indirectement desdites inexactitudes, erreurs ou omissions.

Aucun Fournisseur n'a l'obligation de mettre à jour, de modifier ou d'adapter les données, ni d'informer leurs destinataires si l'un ou l'autre élément cité ici est modifié ou se révèle inexact.

Sans porter préjudice à ce qui précède, aucun Fournisseur n'assume une responsabilité quelconque envers vous, ni en vertu d'un contrat (y compris à titre d'indemnité), ni en raison d'un acte illicite (y compris en cas de négligence), ni en lien avec une garantie ou des statuts, ou de quelque autre manière que ce soit, s'agissant de toutes pertes ou tous dommages que vous auriez à subir du fait de ou en lien avec une quelconque opinion, recommandation, prévision, évaluation et autre conclusion ou toute action décidée par vous ou un tiers, que ce soit ou non sur la base de contenus, d'informations ou de données du présent document.

### J.P. Morgan

Les informations ont été obtenues de sources réputées sûres. J.P. Morgan n'offre toutefois pas de garantie quant à leur exhaustivité et leur exactitude. L'utilisation de l'indice a été autorisée. L'indice ne peut être copié, utilisé ou diffusé sans l'accord préalable écrit de J.P. Morgan. Copyright 2017, J.P. Morgan Chase & Co. Tous droits réservés.

### MSCI

Les informations de MSCI sont réservées à votre usage interne et ne doivent être ni reproduites ni rediffusées sous quelque forme que ce soit et ne sauraient servir de base à, ni être employées comme composante d'instruments financiers, produits ou indices, quels qu'ils soient. Aucune des informations de MSCI n'est destinée à constituer des conseils sur des investissements ou une recommandation de prendre (ou de s'abstenir de prendre) une quelconque décision d'investissement. On ne saurait donc y prêter foi à ce titre. Les données historiques et les analyses ne doivent pas être interprétées comme une indication ou garantie d'une quelconque analyse, prévision ou anticipation de performances futures. Les informations de MSCI sont fournies en l'état, et leur utilisateur assume la totalité des risques découlant de l'emploi qui en est fait. MSCI, ses sociétés affiliées et toutes les autres personnes participant à ou concernées par la compilation, le calcul ou la création de l'une ou l'autre information de MSCI (ci-après collectivement les « Parties MSCI ») déclinent expressément toute garantie (y compris, mais sans s'y limiter, toute garantie d'originalité, d'exactitude, d'exhaustivité, d'actualité, d'absence de contrefaçon, de qualité marchande et d'adéquation à une finalité particulière) pour ce qui a trait à ces informations. Sans porter préjudice à ce qui précède, aucune des Parties MSCI, quelles que soient les circonstances, ne pourra être tenue pour responsable d'un quelconque dommage direct, indirect, particulier, accessoire ou de toute autre nature que ce soit, non plus que d'un quelconque préjudice moral assorti d'une pénalité et d'un préjudice indirect (y compris, mais sans s'y limiter, un manque à gagner).

### Standard & Poor's

Les indices S&P 500 et S&P Global Small Cap (« Indices ») sont des produits de S&P Dow Jones Indices LLC, une division de S&P Global, ou de ses sociétés affiliées (« SPDJI »). Standard & Poor's® et S&P® sont des marques déposées de Standard & Poor's Financial Services LLC, une division de S&P Global (« S&P ») ; Dow Jones® est une marque déposée de Dow Jones Trademark Holdings LLC (« Dow Jones »). Ni S&P Dow Jones Indices LLC, ni Dow Jones Trademark Holdings LLC, ni leurs sociétés affiliées ou leurs tiers concédants ne fournissent de garantie, explicite ou implicite, quant à la capacité de l'un ou l'autre indice à représenter de manière pertinente la classe d'actifs ou le secteur qu'il vise à répliquer. S&P Dow Jones Indices LLC, Dow Jones Trademark Holdings LLC, leurs sociétés affiliées et leurs tiers concédants déclinent toute responsabilité en cas d'erreur ou d'omission relatives aux données incluses dans ces indices ou en cas d'interruption de ces derniers.

### TOPIX

La valeur de l'indice TOPIX et les marques TOPIX relèvent de la propriété de la Bourse de Tokyo, qui détient tous les droits et compétences se rapportant à l'indice TOPIX (dont le calcul, la publication et l'utilisation de sa valeur) et à ses marques. La Bourse de Tokyo ne soutient, ne sponsorise et ne promeut aucun de ces produits, de quelque manière que ce soit.

**RAPPORT DES RÉVISEURS INDÉPENDANTS AUX MEMBRES DE BAILLIE GIFFORD WORLDWIDE FUNDS PLC  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2018**

---

**Compte rendu sur l'audit des états financiers**

**Opinion**

Selon notre appréciation, les états financiers de Baillie Gifford Worldwide Funds plc :

- donnent une image juste et fidèle des actifs, des passifs et de la situation financière de la Société et de ses Compartiments au 30 septembre 2018, ainsi que de leur résultat pour l'exercice clos à cette date ;
- ont été élaborés conformément aux normes comptables généralement reconnues en Irlande (normes comptables publiées par le Conseil de communication financière du Royaume-Uni (« Financial Reporting Council »), et notamment la norme d'information financière FRS 102 en vigueur au Royaume-Uni et en République d'Irlande (« Financial Reporting Standard applicable in the UK and Republic of Ireland ») et conformément à la législation irlandaise ; et
- ont été établis conformément aux exigences de la loi irlandaise sur les sociétés de 2014 et de la réglementation des Communautés européennes sur les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) de 2011 (telle qu'amendée).

Nous avons révisé les états financiers, qui figurent dans le rapport annuel audité et qui comprennent :

- le bilan pour l'exercice clos le 30 septembre 2018 ;
- le compte de résultat global pour l'exercice clos le 30 septembre 2018 ;
- l'état des variations de l'actif net attribuable aux porteurs d'Actions de participation rachetables pour l'exercice clos le 30 septembre 2018 ;
- l'état des investissements de chacun des Compartiments au 30 septembre 2018 ; et
- les notes aux états financiers de la Société et de chacun de ses Compartiments, qui comprennent une description des principales méthodes comptables.

**Fondement de notre opinion**

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (Irlande) et la législation applicable.

De plus amples informations concernant notre responsabilité à l'égard de l'audit des états financiers en vertu de ces normes sont présentées ci-après sous le titre « Responsabilité des Réviseurs ». Nous estimons que les justificatifs obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

**Indépendance**

Nous sommes strictement indépendants de la Société, conformément aux principes éthiques qui régissent la vérification des états financiers en Irlande, et dont fait partie la norme éthique de l'IAASA, et nous nous sommes acquittés de nos autres obligations déontologiques dans le respect de ces principes.

**Conclusions relatives à la continuité d'exploitation**

Nous n'avons aucune remarque à formuler concernant les deux cas de figure ci-après, que les normes internationales d'audit appliquées en Irlande nous obligent à signaler le cas échéant :

- si, dans le cadre de la préparation des états financiers, le Conseil d'administration s'est fondé sur le principe comptable de la continuité d'exploitation, mais qu'un tel principe se révèle inapproprié ; ou
- si le Conseil d'administration n'a pas indiqué, dans les états financiers, les incertitudes majeures qu'il a identifiées et qui sont susceptibles de mettre en doute la capacité de la Société et de ses Compartiments à continuer d'appliquer le principe de la continuité d'exploitation pour une période d'au moins douze mois à compter de la date où la publication des états financiers a été autorisée.

Étant donné toutefois qu'il est impossible de prévoir tous les événements et situations futurs, la présente déclaration ne constitue aucunement une garantie de capacité de continuité d'exploitation de la Société ou de ses Compartiments.

**Autres informations**

Les autres informations comprennent toutes celles présentées dans le rapport annuel audité, mais excluent les états financiers proprement dits et notre rapport d'audit. Le Conseil d'administration assume la responsabilité des autres informations. Notre opinion au sujet des présents états financiers ne porte pas sur ces autres informations. Nous nous abstenons donc de fournir une quelconque opinion ou garantie à ce propos, sauf indication contraire explicite dans notre rapport d'audit. Notre responsabilité en tant que réviseurs de ces états financiers est de lire ces autres informations et, ce faisant, de voir si elles présentent ou non des incohérences significatives avec les états financiers ou avec les conclusions de notre audit, ou si elles semblent contenir des inexactitudes importantes. Si nous identifions une incohérence ou une inexactitude majeure, nous sommes dans l'obligation d'exécuter des procédures afin de déterminer si les états financiers ou les autres informations comportent une inexactitude significative. Si, sur la base de notre audit, nous arrivons à la conclusion que ces autres informations contiennent une incohérence ou une inexactitude significative, nous sommes tenus de le communiquer. Nous n'avons rien à signaler par rapport à cette responsabilité.

Au titre du rapport du Conseil d'administration, nous avons également vérifié que les informations dont la publication est exigée par la loi irlandaise sur les sociétés de 2014 ont bien été incluses.

Sur la base des obligations décrites ci-avant et de notre travail d'audit, nous devons également fournir les opinions et les éléments ci-dessous, tel qu'exigé par les normes internationales d'audit appliquées en Irlande et par la loi irlandaise sur les sociétés de 2014 :

- À notre avis et sur la base de notre travail d'audit, les informations présentées dans le rapport du Conseil d'administration au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 sont cohérentes avec les états financiers et ont été préparées conformément aux exigences légales applicables.
- Sur la base de nos connaissances et de notre compréhension de la Société et de son environnement dans le cadre de notre audit, nous n'avons repéré aucune inexactitude significative dans le rapport du Conseil d'administration.

**RAPPORT DES RÉVISEURS INDÉPENDANTS AUX MEMBRES DE BAILLIE GIFFORD WORLDWIDE FUNDS PLC (SUITE)  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2018**

---

**Responsabilités au titre des états financiers et de l'audit**

***Responsabilité du Conseil d'administration à l'égard des états financiers***

Comme décrit plus en détail dans la déclaration de responsabilité du Conseil d'administration, les Administrateurs sont chargés de la préparation des états financiers, conformément au cadre légal applicable, et doivent s'assurer de leur véracité et de leur fidélité.

Ils sont également responsables de tout contrôle interne qu'ils jugent nécessaire à la préparation d'états financiers ne comportant aucune anomalie majeure, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers, les Administrateurs doivent également évaluer la capacité de la Société et des Compartiments à poursuivre leurs activités d'exploitation, à publier, le cas échéant, les informations y relatives et à respecter le principe comptable de la continuité d'exploitation, sauf s'ils ont l'intention de liquider la Société ou d'arrêter ses activités, ou n'ont pas d'autre choix possible que d'agir ainsi.

***Responsabilité des Réviseurs indépendants à l'égard de l'audit des états financiers***

Nous avons pour objectif de vérifier, de manière raisonnable, si les états financiers ne comportent, dans l'ensemble, aucune anomalie majeure, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs, et d'établir un rapport comprenant notre opinion. Par « raisonnable », nous entendons un niveau élevé d'assurance-qualité. Toutefois, rien ne garantit que l'audit, mené conformément aux normes internationales d'audit appliquées en Irlande, permettra de détecter toutes les anomalies majeures éventuelles. Celles-ci peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et sont considérées comme majeures si elles sont susceptibles, de manière individuelle ou cumulée, d'influer sur les décisions économiques que pourraient prendre les lecteurs des états financiers sur la base de ceux-ci.

De plus amples informations sur notre responsabilité à l'égard de l'audit des états financiers figurent sur le site web de l'IAASA à l'adresse suivante : [https://www.iaasa.ie/getmedia/b2389013-1cf6-458b-9b8f-a98202dc9c3a/Description\\_of\\_auditors\\_responsibilities\\_for\\_audit.pdf](https://www.iaasa.ie/getmedia/b2389013-1cf6-458b-9b8f-a98202dc9c3a/Description_of_auditors_responsibilities_for_audit.pdf).

Ces informations font part intégrante de notre rapport d'audit.

***Utilisation du rapport d'audit***

Ce rapport, opinions incluses, a été préparé à la seule et unique attention des membres de la Société en tant qu'entité, conformément à l'art. 391 de la loi irlandaise sur les sociétés de 2014. En exprimant ces opinions, nous n'acceptons ni n'assumons aucune responsabilité à aucune autre fin ni envers aucune autre personne à laquelle ce rapport est présenté, sauf convention expresse établie avec notre accord écrit préalable.

**Autres mentions obligatoires**

**Opinions requises par la loi irlandaise sur les sociétés de 2014 sur d'autres sujets**

- Nous avons obtenu toutes les informations et les explications jugées nécessaires pour mener à bien notre audit.
- Nous estimons que les registres comptables de la Société remplissent les critères pour permettre un audit rapide et correct des états financiers.
- Les états financiers concordent avec les registres comptables.

**Mention des exceptions au titre de la loi irlandaise sur les sociétés de 2014**

***Rémunération et transactions des Administrateurs***

Conformément à la loi irlandaise sur les sociétés de 2014, nous sommes tenus de vous informer si nous considérons que les informations sur la rémunération et sur les transactions des Administrateurs définies aux art. 305 à 312 de ladite loi n'ont pas été communiquées de manière appropriée dans le rapport. Nous n'avons aucune exception à signaler au titre de cette obligation.

Gillian Lowth  
pour le compte de PricewaterhouseCoopers  
Experts-comptables et réviseurs d'entreprises agréés  
Dublin  
Le 23 janvier 2019

**ÉTAT DES PORTEFEUILLES**  
**AU 30 SEPTEMBRE 2018**  
**JAPANESE FUND**

Description	Participation	Juste valeur JPY	% de l'actif net
<b>Actions</b>			
<b>Ressources de base - 1,27 % (30 septembre 2017 : 1,38 %)</b>			
Sumitomo Metal Mining Co Ltd	407 300	1 623 497 800	1,27
<b>Biens de consommation - 13,45 % (30 septembre 2017 : 14,64 %)</b>			
Asics Corp	731 100	1 238 483 400	0,97
Denso Corp	347 600	2 085 252 400	1,63
Kao Corp	293 700	2 694 403 800	2,10
Mazda Motor Corp	1 057 100	1 441 884 400	1,12
Sony Corp	617 900	4 304 291 400	3,36
Subaru Corp	528 100	1 837 788 000	1,43
Toyo Tire & Rubber Co Ltd	952 100	1 948 948 700	1,52
Unicharm Corp	448 700	1 686 214 600	1,32
<b>Services de consommation - 14,12 % (30 septembre 2017 : 12,65 %)</b>			
Ain Holdings Inc	172 636	1 583 072 120	1,24
CyberAgent Inc	629 100	3 806 055 000	2,97
Don Quijote Holdings Co Ltd	517 000	2 972 750 000	2,32
HIS Co Ltd	277 900	1 056 020 000	0,82
Lifull Co Ltd	1 113 500	701 505 000	0,55
MISUMI Group Inc	866 800	2 548 392 000	1,99
Nitori Holdings Co Ltd	139 300	2 269 893 500	1,77
Recruit Holdings Co Ltd	832 400	3 156 460 800	2,46
<b>Finance - 16,83 % (30 septembre 2017 : 16,03 %)</b>			
Iida Group Holdings Co Ltd	880 500	1 779 490 500	1,39
Japan Exchange Group Inc	1 450 500	2 871 990 000	2,24
Mitsubishi Estate Co Ltd	859 200	1 659 974 400	1,30
Mitsubishi UFJ Lease & Finance Co Ltd	1 042 000	697 098 000	0,54
MS&AD Insurance Group Holdings Inc	680 800	2 582 955 200	2,02
SBI Holdings Inc	1 426 900	5 036 957 000	3,93
Sony Financial Holdings Inc	1 194 600	2 991 278 400	2,33
Sumitomo Mitsui Trust Holdings Inc	844 100	3 947 011 600	3,08
<b>Santé - 3,86 % (30 septembre 2017 : 3,88 %)</b>			
PeptiDream Inc	369 500	1 673 835 000	1,31
Sawai Pharmaceutical Co Ltd	206 600	1 266 458 000	0,99
Topcon Corp	963 400	1 998 091 600	1,56
<b>Industrie - 26,22 % (30 septembre 2017 : 30,12 %)</b>			
FANUC Corp	125 500	2 688 210 000	2,10
Isuzu Motors Ltd	1 443 600	2 585 487 600	2,02
Keyence Corp	56 300	3 714 674 000	2,90
Kubota Corp	1 713 900	3 309 540 900	2,58
Mitsubishi Corp	991 100	3 469 841 100	2,71
Mitsui & Co Ltd	1 645 600	3 324 934 800	2,59
Murata Manufacturing Co Ltd	148 300	2 590 059 500	2,02
Nidec Corp	139 500	2 280 127 500	1,78
Shimadzu Corp	831 600	2 960 496 000	2,31
SMC Corp	54 500	1 981 620 000	1,55
Toyota Tsusho Corp	639 100	2 741 739 000	2,14
Yaskawa Electric Corp	579 000	1 954 125 000	1,52
<b>Pétrole et gaz - 4,22 % (30 septembre 2017 : 3,31 %)</b>			
Inpex Corp	3 816 100	5 407 413 700	4,22
<b>Technologie - 12,82 % (30 septembre 2017 : 11,67 %)</b>			
Advantest Corp	774 300	1 852 899 900	1,45
GMO internet Inc	1 222 400	2 422 796 800	1,89
Kakaku.com Inc	1 094 400	2 431 756 800	1,90
LINE Corp	274 800	1 319 040 000	1,03
Mercari Inc	63 100	236 940 500	0,18
Otsuka Corp	611 300	2 591 912 000	2,02
Rakuten Inc	3 160 900	2 752 511 720	2,15
Start Today Co Ltd	818 100	2 814 264 000	2,20

**ÉTAT DES PORTEFEUILLES**  
**AU 30 SEPTEMBRE 2018**  
**JAPANESE FUND (SUITE)**

Description					Participation	Juste valeur	% de l'actif net
						JPY	
<b>Actions (suite)</b>							
<b>Télécommunications - 5,91 % (30 septembre 2017 : 4,05 %)</b>							
SoftBank Group Corp					660 200	7 572 494 000	5,91
<b>Total des actions</b>						<b>126 462 937 440</b>	<b>98,70</b>
<b>Actifs financiers (actions) évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat</b>						<b>126 462 937 440</b>	<b>98,70</b>
<b>Passifs financiers (actions) évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat</b>						<b>–</b>	<b>–</b>
Échéance					Montant acheté	Montant vendu	Contrepartie
							Plus/(Moins)- values non réalisées
							% de l'actif net
<b>Contrats de change à terme- 0,04 % (30 septembre 2017 : 0,03 %)</b>							
<b>Catégorie A EUR de distribution (couverte)</b>							
30/10/2018	(72 398)	EUR	9 504 325	JPY	Brown Brothers Harriman	41 469	0,00
<b>Catégorie B EUR de capitalisation (couverte)</b>							
30/10/2018	(31 381 310)	EUR	4 128 798 045	JPY	Brown Brothers Harriman	8 890 094	0,01
<b>Catégorie B GBP de capitalisation (couverte)</b>							
30/10/2018	(665 724)	GBP	98 384 965	JPY	Brown Brothers Harriman	309 741	0,00
<b>Catégorie B USD de capitalisation (couverte)</b>							
30/10/2018	(26 539 676)	USD	2 969 618 755	JPY	Brown Brothers Harriman	36 531 538	0,03
<b>Total des contrats de change à terme</b>						<b>45 772 842</b>	<b>0,04</b>
<b>Actifs financiers (contrats de change à terme) évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat</b>						<b>45 772 842</b>	<b>0,04</b>
<b>Passifs financiers (contrats de change à terme) évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat</b>						<b>–</b>	<b>–</b>
						Juste valeur	% de l'actif net
						JPY	
<b>Total des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat</b>						<b>126 508 710 282</b>	<b>98,74</b>
<b>Total des passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat</b>						<b>–</b>	<b>–</b>
<b>Autres actifs nets</b>						<b>1 614 370 530</b>	<b>1,26</b>
<b>Actif net attribuable aux porteurs d'actions de participation rachetables</b>						<b>128 123 080 812</b>	<b>100,00</b>
<b>Ventilation du total de l'actif (non auditée)</b>							<b>Total de l'actif %</b>
Valeurs mobilières inscrites à la cote officielle d'une bourse						126 462 937 440	97,57
Valeurs mobilières négociées sur un autre marché réglementé						–	0,00
Valeurs mobilières autres que celles inscrites à la cote officielle d'une bourse ou négociées sur un marché réglementé						–	0,00
Instruments financiers dérivés						45 772 842	0,04
Autres actifs						3 091 961 636	2,39
<b>Total de l'actif</b>						<b>129 600 671 918</b>	<b>100,00</b>

Les notes annexées font partie intégrante des états financiers.

**BILAN**  
**AU 30 SEPTEMBRE 2018**

		Japanese Fund Au 30 septembre 2018 JPY	Japanese Fund Au 30 septembre 2017 JPY	Total*° Au 30 septembre 2018 USD	Total*° Au 30 septembre 2017 USD
<b>Actif</b>	<b>Notes</b>				
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	1(b)	126 508 710 282	88 029 332 581	3 858 763 490	3 269 790 664
Avoirs en banque	2	2 004 409 973	822 306 722	90 273 485	49 376 449
Montants à recevoir des courtiers/Comptes sur marge	8	–	–	24 626 908	19 685 228
Montants de souscription à recevoir		460 258 044	2 033 438 662	10 473 617	32 930 477
Montants à recevoir pour les investissements vendus		–	748 586	6 583 452	5 402 621
Revenus d'investissement à recevoir		627 025 623	440 564 032	11 577 528	12 541 263
Autres montants à recevoir		267 996	322 676	185 021	370 368
<b>Total de l'actif</b>		<b>129 600 671 918</b>	<b>91 326 713 259</b>	<b>4 002 483 501</b>	<b>3 390 097 070</b>
<b>Passif</b>					
Passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	1(b)	–	(1 377 489)	(11 653 283)	(18 094 335)
Produits de rachat à payer		(375 403 177)	(46 848 627)	(11 650 223)	(416 266)
Montants à payer pour les investissements achetés		(958 710 843)	(1 157 733 318)	(26 637 135)	(32 783 054)
Frais à payer au titre des investissements		–	–	(49 440)	(119 186)
Commission de gestion à verser	4	(114 524 341)	(59 992 460)	(3 654 729)	(2 769 313)
Autres commissions à verser	4,5	(28 952 745)	(14 119 778)	(1 825 658)	(2 398 793)
Garanties en espèces à payer	9	–	–	(1 068 571)	(1 621 719)
<b>Total du passif (à l'exclusion de l'actif net attribuable aux porteurs d'actions de participation rachetables)</b>		<b>(1 477 591 106)</b>	<b>(1 280 071 672)</b>	<b>(56 539 039)</b>	<b>(58 202 666)</b>
<b>Actif net attribuable aux porteurs d'actions de participation rachetables (aux fins de reporting financier)</b>		<b>128 123 080 812</b>	<b>90 046 641 587</b>	<b>3 945 944 462</b>	<b>3 331 894 404</b>
<b>Représenté par :</b>					
<b>Actif net attribuable aux porteurs d'actions de participation rachetables (aux fins des transactions avec les Actionnaires)</b>		<b>128 166 725 905</b>	<b>89 960 730 256</b>	<b>3 944 356 783</b>	<b>3 330 031 868</b>
Ajustement pour dilution	1(k)	(89 653 950)	90 050 781	(461 607)	(272 629)
Ajustement lié à la date de transaction	15	46 008 857	(4 139 450)	2 049 286	2 135 165
<b>Actif net attribuable aux porteurs d'actions de participation rachetables (aux fins de reporting financier)</b>		<b>128 123 080 812</b>	<b>90 046 641 587</b>	<b>3 945 944 462</b>	<b>3 331 894 404</b>

\* Les états financiers consolidés ont été ajustés pour tenir compte des investissements croisés entre les Compartiments. De plus amples informations sur ces investissements croisés figurent à la note 12.

°includ les totaux de Compartiments qui ne sont pas approuvés à la distribution en Suisse et à partir de la Suisse.

**Administrateur**  
**Le 23 janvier 2019**

**Administrateur**

**BILAN (SUITTE)**  
**AU 30 SEPTEMBRE 2018**

	<b>Au 30 septembre 2018</b>	<b>Au 30 septembre 2017</b>	<b>Au 30 septembre 2016</b>
<b>Japanese Fund</b>			
Catégorie A EUR de capitalisation <sup>1</sup>			
Actif net attribuable aux porteurs d'actions de participation rachetables (aux fins des transactions avec les Actionnaires) (JPY)	1 299 302 133 JPY	1 428 585 301 JPY	—
Nombre d'Actions en circulation	843 440	1 071 905	—
Valeur nette d'inventaire par Action aux fins des transactions avec les Actionnaires (JPY)	1 540,48 JPY	1 332,75 JPY	—
Valeur nette d'inventaire par Action aux fins des transactions avec les Actionnaires (EUR)	11,69 EUR	10,04 EUR	—
Catégorie A EUR de distribution (couverte) <sup>2</sup>			
Actif net attribuable aux porteurs d'actions de participation rachetables (aux fins des transactions avec les Actionnaires) (JPY)	9 640 009 JPY	—	—
Nombre d'Actions en circulation	6 654	—	—
Valeur nette d'inventaire par Action aux fins des transactions avec les Actionnaires (JPY)	1 448,75 JPY	—	—
Valeur nette d'inventaire par Action aux fins des transactions avec les Actionnaires (EUR)	10,99 EUR	—	—
Catégorie A SEK de capitalisation <sup>3</sup>			
Actif net attribuable aux porteurs d'actions de participation rachetables (aux fins des transactions avec les Actionnaires) (JPY)	1 110 537 736 JPY	—	—
Nombre d'Actions en circulation	806 287	—	—
Valeur nette d'inventaire par Action aux fins des transactions avec les Actionnaires (JPY)	1 377,35 JPY	—	—
Valeur nette d'inventaire par Action aux fins des transactions avec les Actionnaires (SEK)	107,56 SEK	—	—
Catégorie B EUR de capitalisation			
Actif net attribuable aux porteurs d'actions de participation rachetables (aux fins des transactions avec les Actionnaires) (JPY)	44 207 224 345 JPY	20 618 980 242 JPY	114 402 JPY
Nombre d'Actions en circulation	25 027 994	13 614 825	100
Valeur nette d'inventaire par Action aux fins des transactions avec les Actionnaires (JPY)	1 766,31 JPY	1 514,45 JPY	1 144,02 JPY
Valeur nette d'inventaire par Action aux fins des transactions avec les Actionnaires (EUR)	13,40 EUR	11,41 EUR	10,12 EUR
Catégorie B EUR de capitalisation (couverte)			
Actif net attribuable aux porteurs d'actions de participation rachetables (aux fins des transactions avec les Actionnaires) (JPY)	4 136 698 003 JPY	131 508 039 JPY	93 496 JPY
Nombre d'Actions en circulation	2 501 270	91 317	100
Valeur nette d'inventaire par Action aux fins des transactions avec les Actionnaires (JPY)	1 653,84 JPY	1 440,13 JPY	934,96 JPY
Valeur nette d'inventaire par Action aux fins des transactions avec les Actionnaires (EUR)	12,55 EUR	10,85 EUR	8,27 EUR
Catégorie B EUR de distribution <sup>4</sup>			
Actif net attribuable aux porteurs d'actions de participation rachetables (aux fins des transactions avec les Actionnaires) (JPY)	680 715 121 JPY	—	—
Nombre d'Actions en circulation	499 650	—	—
Valeur nette d'inventaire par Action aux fins des transactions avec les Actionnaires (JPY)	1 362,38 JPY	—	—
Valeur nette d'inventaire par Action aux fins des transactions avec les Actionnaires (EUR)	10,33 EUR	—	—
Catégorie B GBP de capitalisation <sup>5</sup>			
Actif net attribuable aux porteurs d'actions de participation rachetables (aux fins des transactions avec les Actionnaires) (JPY)	15 274 558 JPY	—	—
Nombre d'Actions en circulation	10 000	—	—
Valeur nette d'inventaire par Action aux fins des transactions avec les Actionnaires (JPY)	1 527,46 JPY	—	—
Valeur nette d'inventaire par Action aux fins des transactions avec les Actionnaires (GBP)	10,29 GBP	—	—

**BILAN (SUITE)**  
**AU 30 SEPTEMBRE 2018**

	<u>Au 30 septembre 2018</u>	<u>Au 30 septembre 2017</u>	<u>Au 30 septembre 2016</u>
<b>Japanese Fund (suite)</b>			
Catégorie B GBP de capitalisation (couverte) <sup>6</sup>			
Actif net attribuable aux porteurs d'actions de participation rachetables (aux fins des transactions avec les Actionnaires) (JPY)	99 676 126 JPY	—	—
Nombre d'Actions en circulation	59 382	—	—
Valeur nette d'inventaire par Action aux fins des transactions avec les Actionnaires (JPY)	1 678,56 JPY	—	—
Valeur nette d'inventaire par Action aux fins des transactions avec les Actionnaires (GBP)	11,31 GBP	—	—
Catégorie B GBP de distribution <sup>7</sup>			
Actif net attribuable aux porteurs d'actions de participation rachetables (aux fins des transactions avec les Actionnaires) (JPY)	240 439 536 JPY	—	—
Nombre d'Actions en circulation	156 316	—	—
Valeur nette d'inventaire par Action aux fins des transactions avec les Actionnaires (JPY)	1 538,16 JPY	—	—
Valeur nette d'inventaire par Action aux fins des transactions avec les Actionnaires (GBP)	10,37 GBP	—	—
Catégorie B JPY de capitalisation			
Actif net attribuable aux porteurs d'actions de participation rachetables (aux fins des transactions avec les Actionnaires) (JPY)	11 673 267 102 JPY	8 047 918 228 JPY	393 103 059 JPY
Nombre d'Actions en circulation	6 712 951	5 397 796	348 612
Valeur nette d'inventaire par Action aux fins des transactions avec les Actionnaires (JPY)	1 738,92 JPY	1 490,96	1 127,62 JPY
Catégorie B USD de capitalisation			
Actif net attribuable aux porteurs d'actions de participation rachetables (aux fins des transactions avec les Actionnaires) (JPY)	14 800 428 669 JPY	5 470 379 896 JPY	2 412 531 053 JPY
Nombre d'Actions en circulation	9 134 387	3 937 628	2 296 114
Valeur nette d'inventaire par Action aux fins des transactions avec les Actionnaires (JPY)	1 620,30 JPY	1 389,26 JPY	1 050,70 JPY
Valeur nette d'inventaire par Action aux fins des transactions avec les Actionnaires (USD)	14,28 USD	12,34 USD	10,40 USD
Catégorie B USD de capitalisation (couverte)			
Actif net attribuable aux porteurs d'actions de participation rachetables (aux fins des transactions avec les Actionnaires) (JPY)	3 036 021 916 JPY	7 047 016 553 JPY	2 991 445 032 JPY
Nombre d'Actions en circulation	2 007 108	5 571 774	3 500 000
Valeur nette d'inventaire par Action aux fins des transactions avec les Actionnaires (JPY)	1 512,64 JPY	1 264,77 JPY	854,70 JPY
Valeur nette d'inventaire par Action aux fins des transactions avec les Actionnaires (USD)	13,33 USD	11,24 USD	8,46 USD
Catégorie B USD de distribution <sup>8</sup>			
Actif net attribuable aux porteurs d'actions de participation rachetables (aux fins des transactions avec les Actionnaires) (JPY)	20 589 820 JPY	—	—
Nombre d'Actions en circulation	17 495	—	—
Valeur nette d'inventaire par Action aux fins des transactions avec les Actionnaires (JPY)	1 176,90 JPY	—	—
Valeur nette d'inventaire par Action aux fins des transactions avec les Actionnaires (USD)	10,37 USD	—	—
Catégorie C GBP de capitalisation			
Actif net attribuable aux porteurs d'actions de participation rachetables (aux fins des transactions avec les Actionnaires) (JPY)	45 799 060 251 JPY	46 162 383 002 JPY	28 849 257 439 JPY
Nombre d'Actions en circulation	14 967 000	17 700 200	14 721 000
Valeur nette d'inventaire par Action aux fins des transactions avec les Actionnaires (JPY)	3 060,00 JPY	2 608,01 JPY	1 959,73 JPY
Valeur nette d'inventaire par Action aux fins des transactions avec les Actionnaires (GBP)	20,62 GBP	17,32 GBP	14,96 GBP

**BILAN (SUITE)**  
**AU 30 SEPTEMBRE 2018**

	<u>Au 30 septembre 2018</u>	<u>Au 30 septembre 2017</u>	<u>Au 30 septembre 2016</u>
<b>Japanese Fund (suite)</b>			
Catégorie C USD de capitalisation <sup>9</sup>			
Actif net attribuable aux porteurs d'actions de participation rachetables (aux fins des transactions avec les Actionnaires) (JPY)	1 037 850 580 JPY	1 053 958 995 JPY	—
Nombre d'Actions en circulation	687 100	818 700	—
Valeur nette d'inventaire par Action aux fins des transactions avec les Actionnaires (JPY)	1 510,48 JPY	1 287,36 JPY	—
Valeur nette d'inventaire par Action aux fins des transactions avec les Actionnaires (USD)	13,31 USD	11,44 USD	—

<sup>1</sup> La Catégorie d'Actions a commencé ses activités le 12 juin 2017.

<sup>2</sup> La Catégorie d'Actions a commencé ses activités le 17 août 2018.

<sup>3</sup> La Catégorie d'Actions a commencé ses activités le 1<sup>er</sup> février 2018.

<sup>4</sup> La Catégorie d'Actions a commencé ses activités le 24 juillet 2018.

<sup>5</sup> La Catégorie d'Actions a commencé ses activités le 25 juillet 2018.

<sup>6</sup> La Catégorie d'Actions a commencé ses activités le 16 octobre 2017.

<sup>7</sup> La Catégorie d'Actions a commencé ses activités le 1<sup>er</sup> août 2018.

<sup>8</sup> La Catégorie d'Actions a commencé ses activités le 8 août 2018.

<sup>9</sup> La Catégorie d'Actions a commencé ses activités le 7 avril 2017.

COMPTE DE RÉSULTAT GLOBAL  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2018

		Japanese Fund Pour l'exercice clos le 30 septembre 2018 JPY	Japanese Fund Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017 JPY	Total* <sup>o</sup> Pour l'exercice clos le 30 septembre 2018 USD	Total* <sup>o</sup> Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017 USD
<b>Revenus</b>	<b>Notes</b>				
Revenus d'investissement		1 883 001 520	959 610 897	64 407 863	57 909 668
Revenus d'intérêts bancaires		—	—	24 119	26 552
Autres revenus		1 702 421	737 457	862 819	49 368
Plus/(Moins)-value nette sur actifs/passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	1(b)	14 767 788 800	13 945 416 464	323 798 910	410 629 769
<b>Total des revenus/(pertes) sur investissements</b>		<b>16 652 492 741</b>	<b>14 905 764 818</b>	<b>389 093 711</b>	<b>468 615 357</b>
<b>Frais</b>					
Commission de gestion	4	(391 173 571)	(99 140 108)	(13 313 738)	(8 452 236)
Frais de transaction	1(o)	(20 322 166)	(14 782 479)	(1 820 177)	(1 291 342)
Honoraires d'audit	4	(1 813 063)	(1 866 697)	(227 473)	(221 868)
Frais juridiques et autres frais professionnels		(9 875 529)	(4 465 969)	(522 445)	(470 872)
Commission de l'Agent administratif	4	(40 266 826)	(20 895 823)	(1 557 992)	(1 247 808)
Commission du Dépositaire	4	(40 228 997)	(15 358 497)	(1 290 571)	(905 696)
Rémunération et frais des Administrateurs	4	(1 149 830)	(787 329)	(134 284)	(108 267)
Autres frais	5	(5 546 088)	(1 356 189)	(647 721)	(1 362 510)
<b>Total des frais d'exploitation</b>		<b>(510 376 070)</b>	<b>(158 653 091)</b>	<b>(19 514 401)</b>	<b>(14 060 599)</b>
Remboursement des frais	4	—	(969 025)	534 927	563 884
<b>Frais nets</b>		<b>(510 376 070)</b>	<b>(159 622 116)</b>	<b>(18 979 474)</b>	<b>(13 496 715)</b>
Distributions		—	—	(1 108 422)	(1 421 677)
Coûts financiers		(6 849 521)	(4 228 453)	(91 634)	(52 445)
<b>Résultat net pour l'exercice</b>		<b>16 135 267 150</b>	<b>14 741 914 249</b>	<b>368 914 181</b>	<b>453 644 520</b>
Impôts à la source	11	(282 450 226)	(143 941 636)	(6 429 272)	(4 467 844)
<b>Augmentation/(Diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs d'actions de participation rachetables au titre de l'exercice</b>		<b>15 852 816 924</b>	<b>14 597 972 613</b>	<b>362 484 909</b>	<b>449 176 676</b>

Aucune autre plus/moins-value que celles présentées ci-dessus n'a été comptabilisée au cours de la période sous revue. Pour ce qui est des résultats de la période sous revue, tous les montants ci-dessus se rapportent à des activités poursuivies.

\* Les états financiers consolidés ont été ajustés pour tenir compte des investissements croisés entre les Compartiments. De plus amples informations sur ces investissements croisés figurent à la note 12.

<sup>o</sup>inclut les totaux de Compartiments qui ne sont pas approuvés à la distribution en Suisse et à partir de la Suisse.

ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX PORTEURS D' ACTIONS DE PARTICIPATION RACHETABLES  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2018

	Japanese Fund Pour l'exercice clos le 30 septembre 2018 JPY	Japanese Fund Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017 JPY	Total* <sup>°</sup> Pour l'exercice clos le 30 septembre 2018 USD	Total* <sup>°</sup> Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017 USD
<b>Actif net attribuable aux porteurs d'actions de participation rachetables au début de l'exercice (aux fins de reporting financier)</b>	90 046 641 587	34 645 461 550	3 331 894 404	2 115 786 344
<b>Opérations en capital</b>				
Produit net de l'émission d'actions de participation rachetables	53 945 132 005	44 224 669 179	1 374 942 819	1 212 895 561
Montant net de rachat d'actions de participation rachetables	(31 721 509 704)	(3 421 461 755)	(1 101 790 146)	(809 432 092)
<b>Augmentation/(Diminution) nette provenant des opérations en capital</b>	<b>22 223 622 301</b>	<b>40 803 207 424</b>	<b>273 152 673</b>	<b>403 463 469</b>
Augmentation/(Diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs d'actions de participation rachetables résultant des opérations	15 852 816 924	14 597 972 613	362 484 909	449 176 676
Plus-value sur change notionnelle	1(g) –	–	(21 587 524)	363 467 915
<b>Actif net attribuable aux porteurs d'actions de participation rachetables à la fin de l'exercice (aux fins de reporting financier)</b>	<b>128 123 080 812</b>	<b>90 046 641 587</b>	<b>3 945 944 462</b>	<b>3 331 894 404</b>
			3 331 894 404	2 115 786 344

\* Les états financiers consolidés ont été ajustés pour tenir compte des investissements croisés entre les Compartiments. De plus amples informations sur ces investissements croisés figurent à la note 12.

<sup>°</sup>inclut les totaux de Compartiments qui ne sont pas approuvés à la distribution en Suisse et à partir de la Suisse.

## 1. Exposé des méthodes comptables

Baillie Gifford Worldwide Funds plc (ci-après « la Société ») a adopté les méthodes comptables et techniques d'estimation décrites ci-après.

La Société se compose de vingt-cinq Compartiments, dont un seul est approuvé à la distribution aux investisseurs non qualifiés en Suisse et à partir de la Suisse: le Japanese Fund. Ce Compartiment est capitalisé.

### a) Base de préparation des états financiers

Les états financiers portant sur l'exercice clos le 30 septembre 2018 ont été établis conformément aux normes comptables généralement acceptées en Irlande, notamment la norme d'information financière FRS 102 en vigueur au Royaume-Uni et en République d'Irlande (la « norme FRS 102 »), le recueil officiel des lois irlandaises (Irish Statute Book), qui englobe la loi irlandaise sur les sociétés de 2014, la réglementation des Communautés européennes sur les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) de 2011 (la « Réglementation sur les OPCVM »), telle qu'amendée, et la réglementation sur les OPCVM de 2015 créée en vertu de la loi irlandaise sur la surveillance et le contrôle d'application de la Banque centrale de 2013 (Central Bank (Supervision And Enforcement) Act 2013 (Section 48(1))) (la « Réglementation sur les OPCVM de la Banque centrale »). Les normes comptables généralement acceptées en Irlande donnant une image juste et fidèle sont celles du Conseil de communication financière du Royaume-Uni (Financial Reporting Council) publiées par l'ordre des experts-comptables irlandais.

Les états financiers ont été établis suivant le principe du coût historique, à l'exception de certains actifs et passifs financiers (y compris les instruments dérivés) réévalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat.

Ils ont été préparés dans le respect du principe de la continuité d'exploitation, selon lequel on suppose que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible.

Leur présentation ainsi que certains termes ont été adaptés par rapport à la loi irlandaise sur les sociétés de 2014 et à la norme FRS 102 afin de refléter plus fidèlement, de l'avis des Administrateurs, la nature des activités de la Société en tant que fonds de placement.

La Société remplit les critères requis pour pouvoir être dispensée d'établir un état des flux de trésorerie conformément à la norme FRS 102.

### b) Actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat

La Valeur nette d'inventaire des Compartiments est calculée par l'Agent administratif au Point de valorisation de chaque Jour de transaction, à savoir 10 h, heure de Dublin. Sauf décision contraire des Administrateurs, les transactions sont passées chaque Jour ouvré.

La juste valeur des fonds sous-jacents est basée sur la valeur nette d'inventaire non révisée par action déterminée par l'agent administratif de ces fonds à la clôture de la séance le Jour de valorisation.

Conformément au Prospectus, les investissements cotés sont présentés à la dernière valeur de négociation au Point de valorisation ou, à défaut, à la valeur de réalisation probable sur la principale bourse ou sur le principal marché où ils sont négociés le Jour de valorisation, ce qui permet de déterminer les Valeurs nettes d'inventaire aux fins de souscription, de rachat et de calcul des différentes commissions.

#### *Comptabilisation et évaluation de la juste valeur*

Concernant la comptabilisation des instruments financiers à leur juste valeur par le biais du compte de résultat, toute entité appliquant la norme FRS 102 pour la première fois doit se conformer :

- à l'intégralité des dispositions de l'art. 11 « Instruments financiers de base » et de l'art. 12 « Autres instruments financiers » de la norme FRS 102 ;
- aux dispositions relatives à la comptabilisation et à l'évaluation de la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et aux exigences des art. 11 et 12 de la norme FRS 102 ; ou
- aux dispositions relatives à la comptabilisation et à l'évaluation de la norme IFRS 9 « Instruments financiers » et/ou IAS 39 (telle qu'amendée à la suite de la publication de la norme IFRS 9) et aux exigences des art. 11 et 12 de la norme FRS 102 uniquement en matière d'informations à fournir.

En l'occurrence, la Société a opté pour l'application des dispositions relatives à la comptabilisation et à l'évaluation de la norme IAS 39 et des exigences des art. 11 et 12 de la norme FRS 102 uniquement en matière d'informations à fournir.

Conformément à la norme FRS 102 et aux fins de reporting, la Société a défini tous ses investissements comme étant des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat. La valeur initiale des investissements correspond à la juste valeur de la contrepartie donnée, les frais de transaction y afférents étant directement comptabilisés dans le compte de résultat global. Les investissements sont ensuite réévalués à leur juste valeur à la fin de l'exercice comme décrit ci-après.

#### *Titres cotés en bourse*

Les titres cotés sur une bourse reconnue ou négociés sur tout autre marché organisé sont valorisés au dernier cours de négociation sur le marché concerné au Point de valorisation du Jour de transaction concerné.

#### *Titres non cotés en bourse*

La juste valeur des instruments qui ne sont pas cotés en bourse ni négociés sur un marché correspond à la valeur de réalisation probable de l'investissement, estimée avec prudence et de bonne foi par les Administrateurs après consultation du Gestionnaire d'investissement ou par une personne, entreprise ou société compétente désignée à cette fin par le Dépositaire.

**1. Exposé des méthodes comptables (suite)**

**b) Actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat (suite)**

*Comptabilisation et décomptabilisation*

La Société comptabilise les actifs et passifs financiers à partir du moment où tous les droits et avantages significatifs liés aux actifs et les risques inhérents à ces avantages lui sont transférés.

Les opérations d'investissement sont comptabilisées à la date de la transaction plus un Jour ouvré. Aux fins du reporting financier, elles sont comptabilisées à la date de la transaction.

La Société décomptabilise les actifs et passifs financiers une fois qu'elle a transféré tous les avantages et risques y afférents.

*Plus et moins-values réalisées et non réalisées sur les investissements*

Les plus et moins-values réalisées à la cession d'investissements sont calculées sur la base de la méthode du premier entré, premier sorti (PEPS) et sont comptabilisées dans le compte de résultat global. Les plus et moins-values réalisées et non réalisées sur les investissements en cours d'exercice sont comptabilisées dans le compte de résultat global.

*Évaluation ultérieure*

À l'issue de la comptabilisation initiale, tous les actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont comptabilisés à leur juste valeur. Les plus et moins-values résultant des variations de la juste valeur des actifs et passifs appartenant à cette catégorie sont présentées dans le compte de résultat global au poste « Plus/(Moins)-valeur nette sur actifs/passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat ».

*Compensation*

Les actifs et les passifs financiers sont compensés et le montant net est reporté au bilan lorsqu'il existe une base légale permettant leur compensation et que les deux parties en présence ont l'intention soit de ne régler que le solde net des transactions conclues, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

**c) Liquidités**

Les liquidités sont évaluées à leur juste valeur, en ce compris les intérêts courus, au Point de valorisation du Jour de transaction concerné.

**d) Contrats de change à terme**

Chaque Compartiment est susceptible d'effectuer des investissements dans des contrats de change à terme conformes à son objectif et à sa stratégie d'investissement. Tous les contrats de change à terme sont évalués à leur juste valeur déterminée en fonction des taux de change à terme en vigueur à la date de valorisation pour la période à courir jusqu'à l'échéance. Toute plus-value non réalisée résultant de ces contrats est portée à l'actif du bilan et toute moins-value non réalisée, au passif. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées dans le compte de résultat global à la date à laquelle les contrats de change à terme ont été liquidés. Lorsqu'elles résultent de contrats de change à terme relevant d'une Catégorie spécifique, les plus et moins-values réalisées et non réalisées et les frais de transaction y afférents sont affectés uniquement à la Catégorie concernée.

**e) Contrats à terme standardisés**

À la souscription de chaque contrat à terme, le Compartiment concerné doit déposer auprès du courtier en opérations à terme une garantie en liquidités conforme aux marges initiales exigées par le courtier ou la bourse. La valeur des contrats à terme est déterminée sur la base des cours quotidiens établis par la bourse où ils sont négociés. Le Compartiment et le courtier s'entendent sur la marge quotidienne à verser en fonction des fluctuations quotidiennes de valeur des contrats à terme (« marge de fluctuation »). S'agissant des contrats à terme ouverts, les fluctuations de valeur sont comptabilisées en tant que plus ou moins-values non réalisées par valorisation au prix du marché à la date de clôture. Une fois le contrat liquidé, la différence entre le produit (ou coût) de la transaction finale et celui de la transaction initiale est comptabilisée dans le compte de résultat global à titre de plus ou moins-value réalisée.

**f) Swaps**

Un swap est un accord négocié de gré à gré entre un Compartiment et une contrepartie visant l'échange de flux de trésorerie, d'actifs, de devises ou de rendements liés au marché à des échéances déterminées. Dans le cadre de ces accords, les titres ou les liquidités peuvent être considérés comme des garanties pour couvrir les risques d'insolvabilité, de défaut ou de faillite de la contrepartie.

Les swaps compensés de façon centralisée sont valorisés au prix déterminé par la bourse ou la chambre de compensation concernée. En l'absence de cotations disponibles ou jugées fiables, certains accords de swap peuvent être valorisés par référence à d'autres titres ou indices, suivant les recommandations établies par le Gestionnaire d'investissement. Si aucune cotation n'est disponible et que le swap concerné ne peut pas être valorisé selon l'une des méthodes de valorisation susmentionnées, sa valeur sera déterminée de bonne foi par le Gestionnaire d'investissement.

*Swaps sur devises*

Les swaps sur devises impliquent l'engagement respectif des deux parties à verser ou à recevoir des flux de paiements dans deux devises différentes au titre d'un montant notionnel.

*Swaps de taux d'intérêt et d'inflation*

Les Compartiments peuvent souscrire à des accords de swap de taux d'intérêt et d'inflation, c'est-à-dire à des accords entre deux parties visant l'échange de flux de trésorerie basés sur des montants notionnels dans le but de couvrir les risques de taux d'intérêt et d'inflation. Les accords de swap de taux d'intérêt et d'inflation sont valorisés au prix quotidien du marché sur la base de cotations établies soit par les contreparties, soit par les services de fixation des cours. Toute fluctuation de la valeur est comptabilisée comme une plus ou moins-value non réalisée. Les paiements effectués ou reçus sont comptabilisés sous les plus et moins-values réalisées.

**1. Exposé des méthodes comptables (suite)**

**g) Conversion des devises**

*Devise de fonctionnement et de présentation*

Les éléments figurant dans les états financiers de la Société sont comptabilisés dans la devise du principal environnement économique dans lequel elle opère (la « devise de fonctionnement »). La devise de fonctionnement du Compartiment Japanese Fund est le yen (JPY).

*Transactions et soldes*

Les actifs et les passifs libellés dans d'autres devises que la devise de fonctionnement sont convertis dans cette dernière au cours de change en vigueur à la date du bilan. Les transactions exprimées dans une autre devise que la devise de fonctionnement sont converties dans cette dernière aux taux de change en vigueur aux dates des transactions. Les plus-values et les moins-values sur les opérations de change sont comptabilisées dans le compte de résultat global, qui présente les résultats de la Société au titre de l'exercice sous revue. Les produits résultant des souscriptions et les montants versés pour les rachats dans d'autres devises que la devise de fonctionnement sont convertis dans cette dernière au cours de change en vigueur à la date de la transaction.

**h) Charges**

Toutes les charges sont comptabilisées dans le compte de résultat global selon la méthode de la comptabilité d'exercice, à l'exception des coûts inhérents aux transactions, qui sont comptabilisés au moment où ils sont encourus.

**i) Revenus**

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat global selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les revenus de dividendes sont inscrits au compte de résultat global à la date à laquelle les valeurs mobilières concernées sont cotées « ex-dividende » sous réserve que la Société ait pu en avoir raisonnablement connaissance pour chaque Compartiment. Les revenus d'intérêts et de dividendes sont inscrits au compte de résultat global avant déduction de la retenue à la source non récupérable, laquelle y est présentée séparément et déduction faite de tout crédit d'impôt.

**j) Actions de participation rachetables**

Les actions de participation rachetables permettent à leurs porteurs de les racheter en échange de liquidités équivalant à leur quote-part dans la Valeur nette d'inventaire du Compartiment concerné. Elles sont par conséquent considérées comme des éléments du passif financier. Ces engagements envers les Actionnaires figurent au poste « Actif net attribuable aux porteurs d'actions rachetables » du bilan et sont basés sur l'actif résiduel du Compartiment déduction faite de tous les autres passifs. À la discrétion des Administrateurs, la Société peut appliquer un ajustement pour dilution en cas de rachats nets, aux fins de couverture des coûts inhérents à la transaction (comme décrit ci-après).

**k) Ajustement pour dilution**

Lors du calcul de la Valeur nette d'inventaire par Action, la Société peut, à sa discrétion, décider d'ajuster cette valeur pour compenser les effets de dilution résultant de souscriptions ou de rachats nets, et ce chaque jour de transaction, afin de couvrir les coûts effectifs des transactions et de préserver la valeur des actifs sous-jacents dans le Compartiment concerné. Cet ajustement pour dilution a pour but d'éviter aux Actionnaires existants de devoir supporter les coûts relatifs aux souscriptions, aux rachats ou aux conversions et n'a nullement vocation à générer un profit quelconque pour la Société, le Gestionnaire d'investissement ou toute autre partie.

**l) Péréquation**

La Société peut effectuer des regroupements à des fins de péréquation. Le cas échéant, chaque Catégorie d'Actions sera assortie d'un compte de péréquation propre. Le prix d'achat des Actions souscrites durant l'exercice comptable en cours comprend un montant dit de péréquation qui représente une quote-part du revenu net accumulé jusqu'à la date d'achat par le Compartiment concerné. Le montant de péréquation sera calculé pour l'ensemble des détenteurs d'Actions achetées durant l'exercice comptable en cours et leur sera rétribué dans le cadre de la première distribution. Il sera considéré comme un remboursement de capital aux fins fiscales. Cette somme étant assimilable à du capital, elle n'est pas soumise à l'impôt sur le revenu, mais doit être déduite du coût des Actions au titre de l'impôt sur les plus-values. Aucune péréquation n'a été effectuée durant l'exercice clos le 30 septembre 2018.

**m) Garanties et marges de courtage**

Les liquidités apportées en garantie aux courtiers et/ou aux contreparties sont portées à l'actif du bilan à leur juste valeur au poste « Montants à recevoir des courtiers/Comptes sur marge ».

Les liquidités reçues en garantie sont inscrites à l'actif du bilan à leur juste valeur au poste « Montants à recevoir des courtiers/Comptes sur marge » et sont présentées à la note 8. Les garanties détenues en liquidités ne sont pas affectées et sont conservées sur un compte distinct au nom du Compartiment concerné. Les passifs alloués au remboursement des garanties sont inscrits au passif du bilan à leur juste valeur au poste « Garanties en espèces à payer » et sont présentés à la note 9.

La marge de fluctuation à payer au titre des contrats à terme est enregistrée en tant que passif au poste « Montants à payer aux courtiers/Comptes sur marge » du bilan.

Tous les types de garantie sont traités conformément aux exigences de reporting de la norme FRS 102.

**1. Exposé des méthodes comptables (suite)**

**n) Politique de distribution**

Les versements dûment autorisés au titre des Actions de distribution sont comptabilisés dans le compte de résultat global en tant que charges financières et ne relèvent plus de la discrétion de la Société.

**o) Frais de transaction**

Les frais de transaction sont les coûts imputables à l'acquisition, à l'émission ou à la vente d'un actif ou d'un passif financier. Ils comprennent les honoraires et commissions versés aux agents, conseillers et courtiers, les montants prélevés par les organismes de réglementation et les bourses de valeurs ainsi que les droits et taxes de transfert. Ils ne comprennent pas les primes ou escomptes sur les instruments d'emprunt, les coûts de financement, les frais administratifs internes ni les frais de possession. Les frais de transaction sont comptabilisés dans le compte de résultat global à la rubrique « Charges ».

**2. Liquidités**

À la clôture de l'exercice, tous les soldes d'avoirs en banque étaient détenus auprès de Brown Brothers Harriman & Co. (« BBH »).

BBH affiche une note de solvabilité à court terme F1, c'est-à-dire la cote la plus élevée pour l'agence de notation Fitch. Cette notation témoigne de la plus forte capacité intrinsèque à rembourser ses engagements financiers aux échéances fixées.

**3. Capital social**

Le capital social de la Société doit correspondre à tout moment à sa Valeur nette d'inventaire. Les Administrateurs sont habilités à émettre jusqu'à 500 milliards d'Actions, sans valeur nominale, de la Société, à la Valeur nette d'inventaire par Action selon les conditions qu'ils conviendront. Il n'existe aucun droit préférentiel de souscription applicable lors de l'émission des Actions. La Société a émis des Actions de souscription pour un montant de 300 000 EUR et les a toutes rachetées, à l'exception de deux. Ces Actions ne confèrent pas le droit à prendre part aux actifs de l'un ou l'autre Compartiment. La Société détient un capital social minimal d'une valeur constante de 300 000 EUR.

Chaque Action confère à son porteur le droit de recevoir une quote-part égale et au prorata des dividendes et des actifs nets relevant de la Catégorie d'Actions correspondante, sauf dans l'hypothèse de dividendes déclarés avant qu'il ne devienne Actionnaire. Les droits inhérents aux Actions de souscription demeurent limités au montant de l'apport souscrit et des revenus échus y afférents.

**Actions de participation rachetables pour l'exercice clos le 30 septembre 2018 (aux fins de reporting financier)**

**Japanese Fund**

	<b>Catégorie A EUR de capitalisation</b>	<b>Catégorie A EUR de distribution (couverte)<sup>1</sup></b>	<b>Catégorie A SEK de capitalisation<sup>2</sup></b>
Au début de l'exercice	1 071 905	—	—
Actions de participation rachetables émises	76 674	6 654	831 908
Actions de participation rachetées	(305 139)	—	(24 383)
À la fin de l'exercice	<u>843 440</u>	<u>6 654</u>	<u>807 525</u>
	<b>Catégorie B EUR de capitalisation</b>	<b>Catégorie B EUR de capitalisation (couverte)</b>	<b>Catégorie B EUR de distribution<sup>3</sup></b>
Au début de l'exercice	13 614 825	91 317	—
Actions de participation rachetables émises	13 818 338	3 115 907	502 610
Actions de participation rachetées	(2 404 926)	(705 954)	(2 960)
À la fin de l'exercice	<u>25 028 237</u>	<u>2 501 270</u>	<u>499 650</u>
	<b>Catégorie B GBP de capitalisation<sup>4</sup></b>	<b>Catégorie B GBP de capitalisation (couverte)<sup>5</sup></b>	<b>Catégorie B GBP de distribution<sup>6</sup></b>
Au début de l'exercice	—	—	—
Actions de participation rachetables émises	10 000	65 582	156 316
Actions de participation rachetées	—	(6 200)	—
À la fin de l'exercice	<u>10 000</u>	<u>59 382</u>	<u>156 316</u>
	<b>Catégorie B JPY de capitalisation</b>	<b>Catégorie B USD de capitalisation</b>	<b>Catégorie B USD de capitalisation (couverte)</b>
Au début de l'exercice	5 389 746	3 937 628	5 577 454
Actions de participation rachetables émises	3 707 267	6 892 713	3 156 468
Actions de participation rachetées	(2 390 622)	(1 695 009)	(6 696 639)
À la fin de l'exercice	<u>6 706 391</u>	<u>9 135 332</u>	<u>2 037 283</u>
	<b>Catégorie B USD de distribution<sup>7</sup></b>	<b>Catégorie C GBP de capitalisation</b>	<b>Catégorie C USD de capitalisation</b>
Au début de l'exercice	—	17 700 200	818 700
Actions de participation rachetables émises	17 495	826 800	18 274
Actions de participation rachetées	—	(3 555 000)	(149 874)
À la fin de l'exercice	<u>17 495</u>	<u>14 972 000</u>	<u>687 100</u>

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS AUDITÉS POUR L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2018 (SUITE)

3. Capital social (suite)

Actions de participation rachetables pour l'exercice clos le 30 septembre 2017 (aux fins de reporting financier)

Japanese Fund

	Catégorie A EUR de capitalisation <sup>8</sup>	Catégorie B EUR de capitalisation	Catégorie B EUR de capitalisation (couverte)
Au début de l'exercice	—	100	100
Actions de participation rachetables émises	1 144 989	13 614 725	91 217
Actions de participation rachetées	(73 084)	—	—
À la fin de l'exercice	1 071 905	13 614 825	91 317
	Catégorie B JPY de capitalisation	Catégorie B USD de capitalisation	Catégorie B USD de capitalisation (couverte)
Au début de l'exercice	348 612	2 296 114	3 500 000
Actions de participation rachetables émises	5 180 256	3 864 610	2 093 291
Actions de participation rachetées	(139 122)	(2 223 096)	(15 837)
À la fin de l'exercice	5 389 746	3 937 628	5 577 454
		Catégorie C GBP de capitalisation	Catégorie C USD de capitalisation <sup>9</sup>
Au début de l'exercice		14 721 000	—
Actions de participation rachetables émises		3 014 504	864 280
Actions de participation rachetées		(35 304)	(45 580)
À la fin de l'exercice		17 700 200	818 700

<sup>1</sup> La Catégorie d'Actions a commencé ses activités le 17 août 2018.

<sup>2</sup> La Catégorie d'Actions a commencé ses activités le 1<sup>er</sup> février 2018.

<sup>3</sup> La Catégorie d'Actions a commencé ses activités le 24 juillet 2018.

<sup>4</sup> La Catégorie d'Actions a commencé ses activités le 25 juillet 2018.

<sup>5</sup> La Catégorie d'Actions a commencé ses activités le 16 octobre 2017.

<sup>6</sup> La Catégorie d'Actions a commencé ses activités le 1<sup>er</sup> août 2018.

<sup>7</sup> La Catégorie d'Actions a commencé ses activités le 8 août 2018.

<sup>8</sup> La Catégorie d'Actions a commencé ses activités le 12 juin 2017.

<sup>9</sup> La Catégorie d'Actions a commencé ses activités le 7 avril 2017.

4. Commissions et charges

Commission de gestion

Le Gestionnaire d'investissement se voit verser une commission de gestion d'investissement et de distribution au taux annuel global défini pour le Compartiment comme suit :

Japanese Fund

Catégorie A	: 1,5 % de la Valeur nette d'inventaire
Catégorie B	: 0,6 % de la Valeur nette d'inventaire
Catégorie C*	: néant

\* Les Actions de Catégorie C sont réservées aux personnes auxquelles le Gestionnaire d'investissement, les associés du Gestionnaire d'investissement ou les personnes auxquelles le Gestionnaire d'investissement ou l'un de ses associés fournit des services au titre d'une convention de gestion d'investissement ou autre.

Les commissions de gestion sont calculées et comptabilisées quotidiennement et payées trimestriellement à terme échu. De plus, le Gestionnaire d'investissement est en droit de se faire rembourser ses frais et débours raisonnables encourus en faveur de la Société.

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2018, le Gestionnaire d'investissement a perçu une commission de 13 313 738 USD (30 septembre 2017 : 8 452 236 USD), dont 3 654 729 USD restaient dus à la date de clôture (30 septembre 2017 : 2 769 313 USD).

Le Gestionnaire d'investissement a accepté de rembourser à la Société certaines dépenses occasionnées. Durant l'exercice clos le 30 septembre 2018, il a facturé une commission de 13 313 738 USD (30 septembre 2017 : 8 452 236 USD), dont 534 927 USD (30 septembre 2017 : 563 884 USD) ont été remboursés à la Société.

Commission du Dépositaire

Le Dépositaire perçoit, sur l'actif de chaque Compartiment, une commission de dépôt provisionnée quotidiennement et payable mensuellement à terme échu. Elle s'élève à 0,015 % par année de la Valeur nette d'inventaire de chaque Compartiment.

Le Dépositaire perçoit aussi des droits de garde financés par chaque Compartiment à hauteur de 0,50 % de la valeur des actifs qu'il détient en dépôt, selon le marché concerné, sous réserve que ces droits ne dépassent pas au total 0,50 % de la Valeur nette d'inventaire de chaque Compartiment. Ces droits sont provisionnés quotidiennement et payés mensuellement à terme échu. Le Dépositaire a également le droit de se voir rembourser sur l'actif du Compartiment concerné les frais de transaction et les charges de tous ses sous-dépositaires. Le montant de ces charges est calculé aux conditions usuelles du marché. En outre, le Dépositaire a le droit de se faire rembourser tous les débours raisonnables qu'il a encourus en faveur de la Société.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS AUDITÉS POUR L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2018 (SUITE)

4. Commissions et charges (suite)

**Commission du Dépositaire (suite)**

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2018, le Dépositaire a perçu une commission de 1 290 571 USD (30 septembre 2017 : 905 696 USD), dont 212 938 USD restaient dus à la date de clôture (30 septembre 2017 : 176 017 USD).

**Commission de l'Agent administratif**

L'Agent administratif perçoit, sur l'actif de chaque Compartiment, une commission provisionnée quotidiennement et payable mensuellement à terme échu. Cette commission s'élève à maximum 0,04 % par année de la Valeur nette d'inventaire de chaque Compartiment.

En outre, l'Agent administratif a le droit de se faire rembourser tous les débours raisonnables qu'il a encourus en faveur de la Société.

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2018, l'Agent administratif a perçu une commission de 1 557 992 USD (30 septembre 2017 : 1 247 808 USD), dont 267 171 USD restaient dus à la date de clôture (30 septembre 2017 : 263 148 USD).

**Rémunération des Administrateurs**

Les Administrateurs sont en droit de recevoir une rémunération au titre de leurs services, qu'ils déterminent en tant que de besoin. Cette politique s'applique à certains collaborateurs du personnel identifié dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la Société. À la fin de l'exercice, la Société n'avait aucun employé et sa politique en matière de rémunération ne s'appliquait donc qu'aux membres de sa direction, soit le Conseil d'administration. Les Administrateurs non affiliés au Gestionnaire d'investissement ont reçu une rémunération annuelle fixe de respectivement 32 000 EUR et 44 000 EUR au titre de leurs tâches, de leur expertise et des responsabilités qu'ils ont assumées. Cette rémunération s'aligne sur les montants versés par d'autres fonds irlandais. Les Administrateurs qui sont des employés du Gestionnaire d'investissement (ou d'une société affiliée) ne reçoivent aucune rémunération au titre de leurs services en tant qu'Administrateurs.

En outre, les Administrateurs ont le droit de se faire rembourser tous les débours raisonnables qu'ils ont encourus en faveur de la Société. Pour l'exercice clos le 30 septembre 2018, les rémunérations, remboursements et assurances des Administrateurs se sont élevés à 134 284 USD (30 septembre 2017 : 108 267 USD), dont 21 990 USD restaient dus à la date de clôture (30 septembre 2017 : 24 046 USD).

**Honoraires d'audit**

La rémunération (frais compris) des prestations fournies à la Société par le cabinet d'audit PricewaterhouseCoopers pour les exercices clos le 30 septembre 2018 et le 30 septembre 2017 se compose comme suit :

	<b>Total</b>	<b>Total</b>
	<b>Exercice clos le 30 septembre 2018</b>	<b>Exercice clos le 30 septembre 2017</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
Audit des états financiers	220 154	212 966
Services de conseil fiscal*	45 679	42 803
	<u>265 833</u>	<u>255 769</u>

\* Les frais dont la Société doit s'acquitter pour les conseils fiscaux dont elle a bénéficié sont compris dans les frais juridiques et autres frais professionnels présentés dans le compte de résultat global.

5. Autres frais

La Société doit en outre prélever sur les actifs des Compartiments des frais relatifs à la publication et à la diffusion des informations sur la Valeur nette d'inventaire par Action, des droits de timbre, des taxes, des frais de courtage, des honoraires et frais dus aux conseillers fiscaux, juridiques et autres, et des frais d'enregistrement.

6. Dividendes

La Société prévoit actuellement de déclarer les dividendes générés par les Actions de distribution de la plupart des Compartiments le 1<sup>er</sup> octobre de chaque année (ou le Jour ouvré suivant, si le 1<sup>er</sup> octobre tombe le week-end ou un jour férié) et de les prélever sur le revenu net (c'est-à-dire revenu après déduction des charges) le 30 novembre ou aux alentours de cette date.

Les dividendes seront versés à tous les Actionnaires qui détiennent des Actions à la date d'enregistrement du 30 septembre de l'année concernée (ou le Jour ouvré précédent, si le 30 septembre tombe le week-end ou un jour férié).

Les dividendes suivants ont été déclarés au titre du Compartiment approuvé à la distribution aux investisseurs non qualifiés en Suisse et à partir de la Suisse pour les exercices clos le 30 septembre 2018 et le 30 septembre 2017 :

<b>Compartiment</b>	<b>Catégorie</b>	<b>Date de déclaration</b>	<b>30 septembre 2018</b>	<b>30 septembre 2017</b>
Japanese Fund	Catégorie A EUR de distribution (couverte)	1 <sup>er</sup> octobre 2018	200 EUR	—
Japanese Fund	Catégorie B EUR de distribution	1 <sup>er</sup> octobre 2018	14 990 EUR	—
Japanese Fund	Catégorie B GBP de distribution	1 <sup>er</sup> octobre 2018	4 689 GBP	—
Japanese Fund	Catégorie B USD de distribution	1 <sup>er</sup> octobre 2018	700 USD	—

Aucun autre dividende n'a été déclaré pour l'exercice clos le 30 septembre 2018.

Il n'est pas prévu de verser des dividendes au titre des Catégories d'Actions de capitalisation des différents Compartiments.

## 7. Taux de change

Voici les taux de change en vigueur au 30 septembre 2018 et au 30 septembre 2017 par rapport au dollar américain :

	30 septembre 2018	30 septembre 2017
Peso argentin	39,84350	17,52750
Dollar australien	1,38514	1,27559
Real brésilien	4,01280	3,18250
Livre sterling	0,76499	0,74761
Dollar canadien	1,30140	1,24290
Peso chilien	659,90000	635,88000
Renminbi	6,88060	S.O.
Peso colombien	2 986,05000	2 943,22500
Couronne tchèque	22,10640	S.O.
Couronne danoise	6,42025	6,31120
Livre égyptienne	17,92000	17,65000
Euro	0,86099	0,84800
Cedi ghanéen	4,91500	S.O.
Dollar de Hong-Kong	7,82435	7,81075
Forint hongrois	278,78515	263,93050
Roupie indienne	72,58000	65,36875
Roupie indonésienne	14 901,50000	13 469,00000
Yen japonais	113,50500	112,54500
Tenge kazakh	363,25000	S.O.
Shilling kenyan	100,90000	S.O.
Ringgit malaisien	4,13700	4,22300
Peso mexicain	18,79450	18,16700
Dollar néo-zélandais	S.O.	1,38667
Naira nigérien	364,62500	S.O.
Couronne norvégienne	8,16630	7,95335
Sol péruvien	3,29860	3,26680
Peso philippin	54,03000	S.O.
Zloty polonais	3,67760	3,65445
Nouveau leu roumain	4,01605	3,90055
Rouble russe	65,61125	57,88750
Dinar serbe	101,91500	S.O.
Dollar de Singapour	1,36745	1,35830
Rand sud-africain	14,15500	13,48750
Won coréen	1 109,25000	1 145,35000
Couronne suédoise	8,86345	8,13400
Franc suisse	0,97710	0,97115
Dollar de Taïwan	30,53300	30,32400
Baht thaïlandais	32,33625	33,35600
Lire turque	5,99300	3,55540
Hryvnia ukrainien	28,26500	S.O.
Shilling ougandais	S.O.	3 603,00000
Peso uruguayen	32,97500	28,93500

## 8. Montants à recevoir des (à payer aux) courtiers/Comptes sur marge

Les montants à recevoir des (à payer aux) courtiers sur les comptes sur marge incluent les liquidités confiées aux courtiers et les marges de fluctuation lorsque les contrats de change à terme sont valorisés au prix quotidien du marché.

## 9. Garanties

Les liquidités reçues comme garantie sont comptabilisées en tant qu'actif au poste « Montants à recevoir des courtiers/Comptes sur marge » du bilan et sont évaluées à leur juste valeur. Un passif correspondant destiné à rembourser la garantie est enregistré comme passif au poste « Garanties en espèces à payer » du bilan et est également évalué à sa juste valeur, conformément aux exigences de la norme FRS 102.

## **10. Informations relatives aux risques**

### **Processus général de gestion des risques**

La gestion des instruments financiers et des risques y relatifs joue un rôle primordial dans la conduite des activités de la Société. Le processus de gestion du risque (ci-après « PGR ») de la Société incombe au Gestionnaire d'investissement, qui est tenu de respecter les dispositions qui y sont énoncées. Le Gestionnaire d'investissement satisfait à cette obligation en garantissant la séparation stricte des responsabilités entre les gestionnaires, les courtiers et les services chargés de l'administration des investissements. Le Dépositaire passe en revue régulièrement, de manière indépendante, les contrôles et procédures de la Société dans le cadre de son rôle de surveillance lorsqu'il se renseigne sur la conduite de la Société.

Les risques spécifiques aux différents Compartiments sont gérés par les gestionnaires concernés. En outre, ces équipes sont assistées par différents comités chargés de la supervision et du suivi du PGR. Ces comités, dépendant du Gestionnaire d'investissement, sont présentés ci-dessous, de même que leurs responsabilités.

#### *Comité des risques du groupe (« CRG »)*

En tant que sous-comité du comité de direction, le CRG est responsable de l'ensemble des aspects relatifs à la politique de gestion et au contrôle des risques. Il est composé de deux membres du comité de direction, ainsi que des associés et des chefs de service des secteurs appropriés. La responsabilité et l'autorité du CRG s'étendent à l'ensemble des sociétés et des coentreprises du groupe Baillie Gifford. Le CRG se réunit chaque trimestre pour suivre et contrôler le profil de risque ainsi que les principaux risques liés aux activités de la Société. Par ailleurs, il tient compte des rapports émanant d'autres comités qui évaluent la nature et l'ampleur des risques.

#### *Comité des risques opérationnels (« CRO »)*

Le CRO est tenu de s'assurer que les risques opérationnels sont identifiés et gérés de manière appropriée, conformément à la politique en matière de risque et aux restrictions approuvées par le comité de direction, ainsi qu'aux procédures et pratiques définies dans le guide sur les risques opérationnels. Il se réunit chaque trimestre pour assurer son rôle de surveillance des risques.

#### *Comité des risques d'investissement (« CRI »)*

Le CRI est chargé de superviser la gestion du risque d'investissement du groupe. Pour ce faire, il s'assure de régulièrement examiner les limites en termes de risques d'investissement et de liquidité de chaque stratégie, de veiller à ce qu'elles demeurent proportionnelles aux stratégies de gestion active, et de surveiller les transgressions éventuelles des lignes directrices. Il se réunit chaque trimestre et, selon les besoins du moment, à la discrétion du président.

#### *Groupe des nouveaux produits et instruments (« GNPI »)*

Le GNPI est chargé de la surveillance du développement des produits. Il se réunit selon les besoins du moment pour examiner les produits à leur stade final de développement ou les modifications significatives apportées aux produits existants.

#### *Comité des risques de contrepartie (« CRC »)*

Le CRC est responsable de la désignation, de la révocation et du contrôle permanent des contreparties, y compris les établissements de dépôt, banques dépositaires, courtiers, courtiers compensateurs, fournisseurs de change et contreparties aux contrats de dérivés. Il est également chargé d'examiner et d'approuver les politiques et les limites applicables en matière de contreparties. Il se réunit chaque trimestre.

#### *Comité de conformité (« CConf »)*

Le CConf passe en revue les activités du service relatif à la conformité et l'adéquation des politiques et procédures du groupe en vue de garantir sa conformité avec les réglementations applicables. Il est également chargé de surveiller la gestion des conflits au sein du groupe. Il se réunit chaque trimestre.

#### *Groupe de surveillance de la sécurité des informations (« GSSI »)*

Le GSSI est chargé de s'assurer que le groupe a adopté une stratégie de sécurité des informations efficace et que les systèmes et les contrôles sont solides et appropriés. Il se réunit chaque trimestre.

### **Risques encourus par les Compartiments**

L'allocation des actifs incombe au Gestionnaire d'investissement, qui s'assure que la répartition des actifs des différents Compartiments est conforme aux objectifs et aux politiques d'investissement respectifs. Toute divergence par rapport à l'allocation cible des actifs fait l'objet de contrôles stricts et le portefeuille fait l'objet d'un suivi rigoureux en matière de risques.

Les Compartiments ont recours aux produits dérivés conformément à leurs objectifs et à leur politique d'investissement, en vue de protéger ou d'accroître leur rendement. Les approches utilisées incluent des stratégies de gestion active des devises, de courbe des taux, de taux d'intérêt, d'allocation d'actifs et d'écarts de marché. Par ailleurs, les produits dérivés sont utilisés à des fins de gestion efficace du portefeuille. Le Gestionnaire d'investissement recourt à ces stratégies lorsqu'il juge la situation et le moment adéquats. Les investissements dans des produits dérivés (négociés en bourse et/ou de gré à gré) bénéficient de couvertures et les catégories d'actifs sous-jacentes aux contrats dérivés sont appropriées à la situation du Compartiment investissant essentiellement dans des titres négociés sur des marchés. L'utilisation de produits dérivés par le Gestionnaire d'investissement est limitée à un niveau maintenant le risque et l'exposition, tels que mesurés par l'indicateur de déviation et la valeur en risque (VaR) du Compartiment concerné, dans les limites prescrites.

### **Gestion des risques**

Les Compartiments ont recours à un nombre significatif d'instruments financiers afin d'atteindre leurs objectifs d'investissement. Les principaux risques liés aux instruments financiers des Compartiments sont les risques de marché, de change, de taux, de crédit et de liquidité. Les approches adoptées pour gérer ces risques sont décrites ci-après.

# 10. Informations relatives aux risques (suite)

## Gestion des risques (suite)

### Risque de marché

Le risque de marché est essentiellement lié à l'incertitude pesant sur l'évolution des cours des instruments financiers détenus. Il représente la perte que les fluctuations de cours pourraient faire subir à un Compartiment du fait des positions qu'il détient.

La Société entend gérer le risque de marché par l'intermédiaire de ses politiques d'investissement telles que spécifiées dans le Prospectus et en tenant compte des compétences du Gestionnaire d'investissement en matière de gestion des risques lors de sa nomination. Le Gestionnaire d'investissement applique ses propres méthodes de suivi et de gestion du risque de marché eu égard aux actifs qu'il gère, lesquelles sont adaptées à son propre style d'investissement et à sa propre approche de gestion des risques. La Société s'assure que le Gestionnaire d'investissement respecte les politiques d'investissement par l'intermédiaire de divers rapports, réunions et conférences téléphoniques.

L'analyse de sensibilité suivante repose sur l'hypothèse d'une fluctuation des cours de marché alors que toutes les autres variables restent constantes. En pratique, ce cas de figure est peu probable et les variations de certaines variables peuvent être corrélées. Le Gestionnaire d'investissement estime que le pourcentage utilisé dans l'analyse de la Société est approprié.

Une augmentation ou une diminution de 5 % du cours de marché de l'actif net financier au 30 septembre 2018, toutes les autres variables restant égales par ailleurs, entraînerait une augmentation ou une diminution de l'actif net attribuable aux porteurs d'Actions de participation rachetables du Compartiment Japanese Fund d'environ 5 %, soit 6 325 435 514 JPY (30 septembre 2017 : 4 401 397 755 JPY).

### Valeur en risque (Value at Risk ou « VaR »)

Le Compartiment Japanese Fund utilise l'approche par les engagements. Cette méthode consiste à convertir chaque instrument dérivé dans la valeur de marché d'une position équivalente sur l'actif sous-jacent en tenant compte de la valeur actuelle des sous-jacents, du risque de contrepartie, de l'évolution future du marché et du temps disponible pour liquider les positions.

Le Gestionnaire d'investissement surveille le risque de marché encouru par les actifs et les passifs financiers de certains autres Compartiments, qui ne sont pas approuvés à la distribution aux investisseurs non qualifiés en Suisse et à partir de la Suisse, en utilisant l'analyse de la VaR. Contrairement à une analyse classique de la sensibilité au risque, l'analyse de la VaR vise à refléter les codépendances des variables de risque. Elle illustre les pertes potentielles découlant de variations défavorables des divers éléments du marché dans une période et à un niveau de confiance déterminés.

#### Hypothèses de modèle :

Système :

Sungard Advanced Portfolio Technologies (« APT »)

Méthodologie de la VaR :

VaR absolue

Niveau de confiance :

99 %

Période de détention :

1 mois

Facteur de décroissance pour le lissage exponentiel des

données historiques du marché :

néant

Période d'observation historique :

180 semaines

La VaR utilisée est celle des instruments financiers, mesurée comme étant la perte de valeur potentielle sur un mois découlant de variations défavorables des cours des actions, des taux d'intérêt, de l'inflation et des taux de change, et assortie d'un niveau de confiance de 99 %.

Sur la base d'un échantillon du portefeuille et des composantes de l'indice de référence à un moment donné, le modèle de risque utilise 180 semaines de données historiques pour formuler une prévision du risque sur une période donnée. Dans le cas des données de la VaR, le modèle de risque donne une prévision avec une probabilité de 99 % sur une période d'un mois. Le facteur de décroissance pour le lissage exponentiel des données historiques du marché fait référence à la façon dont le modèle de risque utilise des données plus récentes dans sa fenêtre de données historiques comparativement aux données plus anciennes. L'utilisation d'un facteur de décroissance positif signifierait que le modèle de risque accorde plus d'importance aux données plus récentes qu'aux données plus anciennes dans la formulation de sa prédiction du risque, ce qui aurait pour conséquence un modèle de risque plutôt à court terme et de plus en plus axé sur les événements récents. Le facteur de décroissance utilisé dans le modèle de risque pour calculer les chiffres de la VaR est nul. Cela signifie que chacune des 180 semaines de données historiques utilisées par le modèle de risque est traitée de manière égale dans le modèle de calcul du risque prédit. Par conséquent, cette prédiction sera influencée par les variances et les covariances moyennes du portefeuille et par les composantes de l'indice de référence sur les 4,5 dernières années.

La méthodologie de la VaR implique des objectifs et des limites. Conçue pour mesurer le risque de marché dans des conditions normales, elle utilise des techniques statistiques pour calculer les effets des variables de risque sur la valeur du Compartiment concerné. Elle est toutefois limitée parce qu'elle est basée sur des corrélations et des volatilités historiques dans les cours et qu'elle suppose que les fluctuations futures des cours suivront une distribution statistique. Comme la VaR se fonde essentiellement sur des données historiques pour fournir des informations et ne peut pas prédire de manière précise les évolutions futures des facteurs de risque, la probabilité d'importantes fluctuations du marché peut être sous-estimée si les changements liés aux facteurs de risque ne correspondent pas à l'hypothèse de distribution donnée.

La VaR de certains instruments spécifiques peut aussi être sous-estimée ou surestimée en raison des hypothèses émises sur les facteurs de risque et sur les liens entre ces facteurs.

Même si les positions peuvent changer durant la journée, la VaR reflète uniquement les risques encourus par le portefeuille à la fin de chaque Jour ouvré et ne tient pas compte des pertes susceptibles de survenir au-delà du niveau de confiance fixé à 99 %. Dans la pratique, les résultats réels diffèrent du calcul de la VaR. Ce calcul ne fournit d'ailleurs pas d'indication significative sur les pertes et profits dans des conditions de marché tendues. Pour déterminer la fiabilité des modèles de la VaR, les résultats réels font l'objet d'un suivi régulier, ce qui permet de vérifier la validité des hypothèses et des paramètres utilisés dans le calcul de la VaR. Les positions du Compartiment concerné exposées au risque de marché sont également soumises à des tests de résistance réguliers, grâce auxquels il est possible de s'assurer que le Compartiment peut résister à un événement extrême.

10. Informations relatives aux risques (suite)

Gestion des risques (suite)

*Risque de change*

En matière de risque de change, le Gestionnaire d'investissement a identifié trois principaux axes : les répercussions des fluctuations des taux de change sur la valeur des investissements, les différences de calendrier à court terme et le revenu perçu.

À l'exception d'un Compartiment non approuvé à la distribution en Suisse et à partir de la Suisse, une part importante de l'actif net des Compartiments est libellée dans d'autres devises que leur Devise de référence. En conséquence, les fluctuations de change peuvent avoir une incidence significative sur le bilan et sur le compte de résultat global.

Les Compartiments peuvent être exposés à court terme aux fluctuations des taux de change, par exemple lorsque la date d'achat et la date de règlement diffèrent. Pour réduire ce risque, le Gestionnaire d'investissement souscrit généralement un contrat de change à la date de transaction chaque fois qu'il en a la possibilité.

Dans la mesure où les Compartiments perçoivent des revenus dans d'autres devises que leur Devise de référence, les fluctuations des taux de change peuvent affecter la valeur de ces revenus. Pour réduire ce risque, des accords sont mis en place pour convertir tous les revenus perçus dans la Devise de référence à la date de réception ou peu après. Les tableaux suivants présentent l'exposition totale des Compartiments au risque de change au 30 septembre 2018 et au 30 septembre 2017.

**Japanese Fund**

**Au 30 septembre 2018**

	Expositions à des actifs monétaires JPY	Expositions à des actifs non monétaires JPY	Total JPY	Incidence sur l'actif net en cas d'une fluctuation de 5 % du taux de change (indiquée en JPY)
Livre sterling	98 775 947	71 444 539	170 220 486	8 511 024
Euro	4 146 554 190	(71 055 565)	4 075 498 625	203 774 931
Couronne suédoise	3 025 052 769	14 378 367	3 039 431 136	151 971 557
Dollar américain	29 019	81 231 172	81 260 191	4 063 010

**Japanese Fund**

**Au 30 septembre 2017**

	Expositions à des actifs monétaires JPY	Expositions à des actifs non monétaires JPY	Total JPY	Incidence sur l'actif net en cas d'une fluctuation de 5 % du taux de change (indiquée en JPY)
Euro	131 533 151	(7 691)	131 525 460	6 576 273
Dollar américain	6 971 411 072	756 277	6 972 167 349	348 608 367

L'analyse de sensibilité présentée dans les tableaux ci-avant suppose que le taux de change varie alors que toutes les autres variables restent constantes. En pratique, ce cas de figure est toutefois peu probable et les fluctuations de certaines variables peuvent être corrélées. Le Gestionnaire d'investissement estime que le pourcentage utilisé dans l'analyse de la Société est approprié.

*Risque de taux d'intérêt*

La Société gère le risque de taux d'intérêt par l'intermédiaire des politiques et des restrictions d'investissement telles que spécifiées dans le Prospectus.

Le Compartiment Japanese Fund détient essentiellement des actions et d'autres placements qui ne versent pas d'intérêts ou qui ne sont pas assortis d'une date d'échéance. Par conséquent, l'exposition directe de ce Compartiment au risque de taux d'intérêt n'est pas considérée comme significative.

*Risque de crédit*

Le risque de crédit est le risque que la contrepartie d'une transaction ou l'émetteur d'un instrument financier n'honore pas ses engagements et, partant, occasionne une perte financière pour les Compartiments. Il peut s'agir d'un achat de titres de créance, d'un dépôt ou d'une souscription de contrats de dérivés. Le risque de crédit est généralement plus important pour les Compartiments investissant principalement dans des titres de créance ou ayant souvent recours aux contrats de dérivés de gré à gré.

Le risque de crédit maximal lié aux soldes de liquidités déposés au 30 septembre 2018 et au 30 septembre 2017 est détaillé dans le bilan. En date du 30 septembre 2018, les soldes de liquidités étaient inscrits dans les livres de Brown Brothers Harriman (« BBH »), dont la note à court terme est F1 selon l'agence Fitch. Cette note témoigne d'une très forte capacité intrinsèque à rembourser les engagements financiers aux échéances fixées.

Les Compartiments investissent dans des titres de créance. Au 30 septembre 2018, le risque de crédit maximal lié à ces instruments correspondait à leur juste valeur telle qu'indiquée dans l'état des portefeuilles.

Virtuellement, toutes les opérations sur titres cotés sont réglées au moment de la livraison au Dépositaire mandaté par la Société. Le risque de défaillance est considéré comme minime, car la livraison des titres vendus n'est effectuée que lorsque le Dépositaire a reçu le paiement du courtier. Le montant d'un achat est versé au courtier une fois les titres reçus par le Dépositaire. La transaction échouera si l'une des parties ne respecte pas ses obligations. Toutes les contreparties des produits dérivés détenus au 30 septembre 2018 sont mentionnées dans l'état des portefeuilles. Le risque de perte maximal encouru par la Société pour les contrats de dérivés peut dépasser les montants enregistrés dans le bilan.

# 10. Informations relatives aux risques (suite)

## Gestion des risques (suite)

### Risque de crédit (suite)

Les notes à court terme octroyées par l'agence de notation Fitch aux différentes contreparties sont indiquées ci-après.

	30 septembre 2018	30 septembre 2017
Barclays Bank	F1	F1
BNP Paribas	F1	F1
Deutsche Bank	F2	F2
Handelsbanken	F1+	F1+
HSBC Bank	F1+	F1+
JP Morgan	F1+	F1
Merrill Lynch	F1	S.O.
National Australia Bank	F1+	F1+
Royal Bank of Canada	F1+	F1+
Royal Bank of Scotland	F2	F2
Standard Chartered Bank	F1	F1
UBS	F1+	F1

S'agissant des comptes de trésorerie, les sommes déposées relèvent du passif des banques. Il en résulte une relation de débiteur à créancier entre la banque et la Société.

Les comptes de trésorerie ouverts auprès de BBH constituent des dettes pour cette dernière, tandis que les comptes de trésorerie ouverts auprès d'une banque correspondante, d'un sous-dépositaire ou d'un courtier tiers (collectivement, « compte d'agence ») constituent des dettes imputables à l'agent. Concernant la garde des titres, la politique de BBH, conformément à la directive 2014/91/UE de l'Union européenne (« Directive OPCVM 5 »), consiste à conserver les dépôts-titres clients séparément dans ses livres et dans les livres de ses sous-dépositaires. BBH est tenue de gérer les comptes de trésorerie d'agence avec toute la diligence requise, mais n'est pas responsable du remboursement des liquidités en cas de défaillance du sous-dépositaire résultant d'une faillite, de son insolvabilité ou de tout autre motif.

BBH fait preuve de la diligence requise aux différents stades des opérations à l'égard des sous-dépositaires de son réseau mondial. Elle procède à une évaluation de leur solidité financière, de leur réputation générale et de leur qualité. Elle s'acquitte de son devoir de diligence en vertu des obligations légales.

Établie par le groupe risque et crédit de BBH, l'analyse financière régulière de tous les sous-dépositaires porte sur différents indicateurs dont les fonds propres, la qualité des actifs, les bénéfices, les liquidités et la note de crédit. Ces analyses font partie de l'évaluation ordinaire à laquelle BBH soumet ses sous-dépositaires et ne constituent pas des audits.

### Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'un Compartiment rencontre des difficultés à honorer les engagements liés à ses passifs financiers. Ces engagements découlent des rachats quotidiens en liquidités ou des contrats de dérivés, tels les contrats à terme standardisés et les swaps.

Les actifs des Compartiments se composent en majorité de titres pouvant être cédés aisément sur le marché. Il est donc possible de payer les rachats des investisseurs sans déséquilibrer le portefeuille.

À des fins de couverture du risque de liquidité dans certains cas exceptionnels, comme indiqué dans le Prospectus, la Société se réserve le droit de limiter le nombre d'Actions pouvant être rachetées par un seul Actionnaire et/ou de suspendre temporairement le rachat d'Actions.

Conformément à la politique de la Société, le Gestionnaire d'investissement assure un suivi quotidien des liquidités des Compartiments.

Les tableaux suivants présentent une analyse des passifs financiers des Compartiments par catégorie d'échéance au 30 septembre 2018 et au 30 septembre 2017. Ce classement se fonde sur la durée restant à courir entre la date de clôture du bilan et la date d'échéance contractuelle. Les autres montants à payer au titre des dérivés relèvent de la catégorie d'échéance inférieure à un mois étant donné que ces types de dérivés peuvent être réglés avant leur date d'échéance. Les contrats de change à terme sont classés selon leur date d'échéance contractuelle. Les montants à recevoir et à payer au titre des contrats de change à terme sont réévalués à la fin de l'exercice au taux au comptant.

# 10. Informations relatives aux risques (suite)

## Gestion des risques (suite)

### Risque de liquidité (suite)

Japanese Fund	30 septembre 2018		30 septembre 2017	
	Moins d'un mois ou un mois JPY	Plus d'un mois JPY	Moins d'un mois ou un mois JPY	Plus d'un mois JPY
Produits de rachat à payer	375 403 177	–	46 848 627	–
Montants à payer pour les investissements achetés	958 710 843	–	1 157 733 318	–
Commission de gestion à verser	–	114 524 341	–	59 992 460
Autres commissions à verser	–	28 952 745	–	14 119 778
Actions de participation rachetables	128 166 725 905	–	89 960 730 256	–
Total (hors dérivés)	129 500 839 925	143 477 086	91 165 312 201	74 112 238
<i>Contrats de change à terme</i>				
Montants à payer	7 257 715 880	–	7 102 945 426	–
Montants à recevoir	(7 206 306 090)	–	(7 063 435 758)	–
Montants nets	51 409 790	–	39 509 668	–
Total des passifs financiers	129 552 249 715	143 477 086	91 204 821 869	74 112 238

### Autres risques

Le Gestionnaire d'investissement s'assure de la solvabilité des contreparties des transactions sur dérivés et de la diversification des risques de contrepartie.

Au 30 septembre 2018, toutes les contreparties avec lesquelles les Compartiments ont conclu des dérivés présentent une bonne note de crédit à court terme (cf. risque de crédit). Cette note, attribuée par Fitch, témoigne d'une très forte capacité intrinsèque des Compartiments à rembourser leurs engagements financiers aux échéances fixées.

L'objectif consiste à trouver un bon équilibre entre la répartition des risques de contrepartie entre plusieurs établissements et la réduction des coûts grâce à des économies d'échelle. Le risque de règlement est limité puisque pratiquement toutes les transactions sont réglées selon le système de règlement-livraison.

### Structure à compartiments multiples et risque de responsabilité croisée

Chaque Compartiment est responsable du paiement de ses commissions et charges indépendamment de son niveau de rentabilité. La Société est un fonds de placement à compartiments multiples appliquant le principe de la ségrégation des engagements entre les Compartiments. Au regard du droit irlandais, elle ne saurait être tenue responsable dans son ensemble vis-à-vis de tiers et les Compartiments ne sont généralement pas soumis au principe de responsabilité croisée. Néanmoins, rien ne garantit qu'en cas d'action intentée contre la Société devant les tribunaux d'une autre juridiction, le principe de ségrégation sera forcément maintenu.

### Estimation à la juste valeur

En vertu de la norme FRS 102 « Juste valeur : informations à fournir » portant sur l'obligation de publier la juste valeur, la hiérarchie des justes valeurs, dans laquelle sont classées les évaluations des actifs et des passifs de la juste valeur, doit figurer dans les états financiers. Les données employées aux fins d'évaluation de la juste valeur sont classées dans une hiérarchie à trois niveaux.

Les Compartiments ont classé les évaluations à la juste valeur selon une hiérarchie reflétant l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations.

- Niveau 1 : prix non ajustés cotés sur un marché actif auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation pour des actifs ou des passifs identiques.
- Niveau 2 : données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables (c'est-à-dire celles qui sont développées sur la base de données du marché) soit directement, soit indirectement, pour l'actif ou le passif concerné.
- Niveau 3 : données non observables (c'est-à-dire celles pour lesquelles aucune donnée du marché n'est disponible) pour l'actif ou le passif concerné.

Chaque investissement doit être classé dans son intégralité dans l'un de ces trois niveaux, et lorsque les données sur lesquelles s'appuie la mesure de la juste valeur relèvent de plusieurs niveaux différents, c'est le niveau significatif le plus bas qui l'emporte. À cet effet, l'importance d'une donnée s'apprécie toujours par rapport à la mesure de la juste valeur dans sa globalité. Si la mesure de la juste valeur se fonde sur des données observables qui doivent être sensiblement réajustées en fonction de données non observables, cette mesure correspond alors à une mesure de niveau 3. L'appréciation de l'importance d'une donnée particulière pour mesurer la juste valeur dans sa globalité exige du jugement et la prise en considération de facteurs spécifiques à l'actif ou au passif considéré.

Les Administrateurs et le Gestionnaire d'investissement devront faire preuve de beaucoup de discernement pour déterminer ce qui constitue un élément « observable ». Les Administrateurs considèrent comme données observables les données du marché qui sont facilement disponibles, régulièrement distribuées ou mises à jour, fiables et vérifiables, qui ne sont pas propres à un émetteur et qui sont fournies par des sources indépendantes impliquées de manière active sur le marché en question.

Les tableaux ci-après présentent une analyse de la hiérarchie des justes valeurs des actifs et des passifs financiers des Compartiments évalués à la juste valeur au 30 septembre 2018 et au 30 septembre 2017.

# 10. Informations relatives aux risques (suite)

Estimation à la juste valeur (suite)

## Japanese Fund

Au 30 septembre 2018

	Niveau 1 JPY	Niveau 2 JPY	Niveau 3 JPY	Total JPY
<b>Actifs financiers</b>				
Actions	126 462 937 440	—	—	126 462 937 440
Contrats de change à terme	—	45 772 842	—	45 772 842
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>126 462 937 440</b>	<b>45 772 842</b>	<b>—</b>	<b>126 508 710 282</b>

Au 30 septembre 2017

	Niveau 1 JPY	Niveau 2 JPY	Niveau 3 JPY	Total JPY
<b>Actifs financiers</b>				
Actions	87 997 863 960	—	—	87 997 863 960
Contrats de change à terme	—	31 468 621	—	31 468 621
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>87 997 863 960</b>	<b>31 468 621</b>	<b>—</b>	<b>88 029 332 581</b>

	Niveau 1 JPY	Niveau 2 JPY	Niveau 3 JPY	Total JPY
<b>Passifs financiers</b>				
Contrats de change à terme	—	(1 377 489)	—	(1 377 489)
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>—</b>	<b>(1 377 489)</b>	<b>—</b>	<b>(1 377 489)</b>

# 11. Imposition

En vertu des lois et pratiques en vigueur, la Société a le statut d'organisme de placement au sens de l'art. 739, al. B, de la loi irlandaise sur la consolidation fiscale (Taxes Consolidation Act) de 1997, telle qu'amendée. Par conséquent, ni ses revenus ni ses plus-values ne sont soumis à l'impôt irlandais.

La Société peut néanmoins être assujettie à l'impôt irlandais en cas de fait générateur d'impôt. Un fait générateur d'impôt peut prendre la forme d'un paiement de dividendes aux Actionnaires ou de tout(e) encaissement, rachat, annulation, transfert d'Actions ou détention d'Actions au terme d'une période de huit ans à compter de l'acquisition desdites Actions.

La Société n'est redevable d'aucun impôt irlandais au titre d'un fait générateur d'impôt si ce dernier concerne :

- un Actionnaire qui n'est ni résident irlandais ni résident ordinaire irlandais au regard de la législation fiscale, au moment où survient le fait générateur d'impôt, sous réserve que la Société soit en possession des déclarations légales exigées conformément aux dispositions prévues par loi irlandaise sur la consolidation fiscale de 1997, telle qu'amendée, ou qu'elle ait été autorisée par les autorités fiscales irlandaises à effectuer des paiements bruts en l'absence de déclarations appropriées ; et
- certains Actionnaires résidents irlandais bénéficiant d'exonérations, pour autant que les déclarations réglementaires requises dûment signées aient été remises à la Société.

Les dividendes, les intérêts et les plus-values (le cas échéant) reçus dans le cadre d'investissements effectués par la Société peuvent faire l'objet de retenues à la source prélevées par le pays d'origine de ces revenus/plus-values d'investissement. Il se peut que la Société ou les Actionnaires ne puissent pas récupérer ces retenues à la source.

# 12. Transactions avec les parties liées

Société autonome, Baillie Gifford & Co. détient 100 % de sa filiale Baillie Gifford Overseas Limited, qui assure le rôle de Gestionnaire d'investissement pour le compte de Baillie Gifford Worldwide Funds plc.

M. Derek McGowan, membre du Conseil d'administration de la Société, est également administrateur au sein de Baillie Gifford & Co. Limited.

M. Gavin Scott, membre du Conseil d'administration de la Société, est également administrateur de Baillie Gifford Overseas Limited, du Gestionnaire d'investissement et de Baillie Gifford Investment Management (Europe) Limited, une filiale détenue à 100 % par Baillie Gifford Overseas Limited.

Outre les transactions susmentionnées, le Conseil d'administration n'a pas connaissance de transactions réalisées avec des parties liées durant l'exercice allant du 1<sup>er</sup> octobre 2017 au 30 septembre 2018.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS AUDITÉS POUR L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2018 (SUITE)

12. Transactions avec les parties liées (suite)

Au 30 septembre 2018, des Compartiments de Baillie Gifford Worldwide Funds plc, qui ne sont pas approuvés à la distribution en Suisse et à partir de la Suisse, ont investi dans la Société. Ils ont notamment investi dans le Japanese Fund comme suit :

<b>Diversified Return US Dollar Fund</b>	<b>Actions</b>	<b>Valeur de marché USD</b>
Japanese Fund	687 100	9 143 652
<b>Diversified Return Yen Fund</b>	<b>Actions</b>	<b>Valeur de marché JPY</b>
Japanese Fund	382 000	1 168 920 151

Au 30 septembre 2018, les compartiments suivants de Baillie Gifford & Co. Limited, une filiale détenue à 100 % par Baillie Gifford & Co., ont investi dans la Société. Ils ont notamment investi dans le Japanese Fund comme suit :

<b>Baillie Gifford Diversified Growth Fund</b>	<b>Actions</b>	<b>Valeur de marché GBP</b>
Japanese Fund	12 500 000	257 795 000
<b>Baillie Gifford Multi Asset Growth Fund</b>	<b>Actions</b>	<b>Valeur de marché GBP</b>
Japanese Fund	2 090 000	43 103 324

Au 30 septembre 2018, Baillie Gifford Overseas Limited détenait un investissement significatif dans un Compartiment non approuvé à la distribution en Suisse et à partir de la Suisse ainsi qu'une faible participation dans le reste de la Société.

Au 30 septembre 2017, des Compartiments de Baillie Gifford Worldwide Funds plc, qui ne sont pas approuvés à la distribution en Suisse et à partir de la Suisse, ont investi dans la Société. Ils ont notamment investi dans le Japanese Fund comme suit :

<b>Baillie Gifford Return US Dollar Fund</b>	<b>Actions</b>	<b>Valeur de marché USD</b>
Japanese Fund	818 700	9 364 782
<b>Diversified Return Yen Fund</b>	<b>Actions</b>	<b>Valeur de marché JPY</b>
Japanese Fund	355 200	926 368 116

Au 30 septembre 2017, les compartiments suivants de Baillie Gifford & Co. Limited, une filiale détenue à 100 % par Baillie Gifford & Co., ont investi dans la Société. Ils ont notamment investi dans le Japanese Fund comme suit :

<b>Baillie Gifford Diversified Growth Fund</b>	<b>Actions</b>	<b>Valeur de marché GBP</b>
Japanese Fund	15 970 000	276 670 668
<b>Baillie Gifford Multi Asset Growth Fund</b>	<b>Actions</b>	<b>Valeur de marché GBP</b>
Japanese Fund	1 375 000	23 821 050

Les états financiers consolidés ont été ajustés pour tenir compte des investissements croisés entre les Compartiments.

Au 30 septembre 2018 et au 30 septembre 2017, un Compartiment non approuvé à la distribution en Suisse et à partir de la Suisse a investi dans le Japanese Fund comme suit :

<b>Au 30 septembre 2018</b>	<b>Actions</b>	<b>Valeur de marché USD</b>
Japanese Fund	687 100	9 143 652
<b>Au 30 septembre 2017</b>	<b>Actions</b>	<b>Valeur de marché USD</b>
Japanese Fund	818 700	9 364 782

## 12. Transactions avec les parties liées (suite)

Au 30 septembre 2018 et au 30 septembre 2017, un Compartiment non approuvé à la distribution en Suisse et à partir de la Suisse a investi dans le Japanese Fund comme suit :

<b>Au 30 septembre 2018</b>	<b>Actions</b>	<b>Valeur de marché JPY</b>
Japanese Fund	382 000	1 168 920 151
<b>Au 30 septembre 2017</b>	<b>Actions</b>	<b>Valeur de marché JPY</b>
Japanese Fund	355 200	926 368 116

Les principaux Actionnaires du Japanese Fund au 30 septembre 2018 et au 30 septembre 2017 étaient les suivants :

<b>Japanese Fund</b>	<b>30 septembre 2018 % détenu</b>	<b>30 septembre 2017 % détenu</b>
Euroclear Bank	45,60	50,29
Chase Nominees Limited	20,73	S.O.

## 13. Commissions en nature

Baillie Gifford Overseas Limited travaille avec des courtiers facturant leurs prestations à des tarifs de courtage pour simple exécution. Cette commission pour simple exécution inclut les frais d'accès à chaque marché global, la capacité du courtier à fournir les liquidités requises, l'utilisation de plates-formes de négociation variées, l'apport en capital à risque, les compétences de ses négociateurs et la mise à disposition de programmes et d'algorithmes de négociation en bourse basés sur des technologies internes. Baillie Gifford Overseas Limited rémunère directement les courtiers pour les services de recherche fournis en vertu de contrats conclus séparément.

Aucun accord de commissions en nature n'a été conclu au titre des Compartiments durant l'exercice clos le 30 septembre 2018 (30 septembre 2017 : aucun).

## 14. Gestion efficace du portefeuille

La Société peut recourir à des techniques et instruments qui ont pour objet les valeurs mobilières et/ou d'autres instruments financiers dans un objectif de bonne gestion du portefeuille ou de couverture. Les techniques et instruments utilisés en vue d'une gestion efficace du portefeuille doivent être conformes aux objectifs d'investissement poursuivis par la Société. Le Gestionnaire d'investissement recourt à des techniques et à des instruments qu'il estime raisonnablement appropriés sur le plan économique pour assurer une gestion efficace du portefeuille de la Société.

Aucune technique de gestion efficace du portefeuille n'a été utilisée par les Compartiments durant l'exercice clos le 30 septembre 2018 (30 septembre 2017 : aucune). Aucun produit ni aucune commission résultant de la gestion efficace du portefeuille n'ont été enregistrés durant l'exercice clos le 30 septembre 2018 (30 septembre 2017 : aucuns).

## 15. Valeur nette d'inventaire par Action de participation rachetable

*Ajustement lié à la date de transaction*

Aux fins de transaction avec les Actionnaires, les opérations d'investissement sont comptabilisées à la date de transaction plus un Jour ouvré. Aux fins du reporting financier, elles sont comptabilisées à la date de transaction. Toute différence résultant de l'activité à la date de transaction est présentée dans le bilan au poste « Ajustement lié à la date de transaction ».

## 16. Événements importants survenus durant l'exercice

Le 4 octobre 2017, la Société a notifié à la Banque centrale une mise à jour du Prospectus qui portait principalement sur l'inclusion de quatre nouveaux Compartiments non approuvés à la distribution en et à partir de la Suisse, mais également sur le changement de nom d'un Compartiment non approuvé à la distribution aux investisseurs non qualifiés en et à partir de la Suisse, sur la création de la Catégorie d'Actions A et sur la réduction des commissions de gestion d'investissement au titre des Catégories B de certains Compartiments.

Le 3 janvier 2018, la Société a notifié à la Banque centrale une mise à jour du Prospectus qui portait principalement sur le lancement de Catégories d'Actions couvertes dans un Compartiment non approuvé à la distribution en et à partir de la Suisse.

Le 26 mars 2018, la Société a notifié à la Banque centrale une mise à jour du Prospectus qui portait principalement sur l'inclusion d'un nouveau Compartiment non approuvé à la distribution en Suisse et à partir de la Suisse.

Le 13 août 2018, la Société a notifié à la Banque centrale une mise à jour du Prospectus qui portait principalement sur l'inclusion de trois nouveaux Compartiments non approuvés à la distribution en Suisse et à partir de la Suisse, mais aussi sur une modification de l'objectif d'un autre Compartiment non approuvé à la distribution aux investisseurs non qualifiés en Suisse et à partir de la Suisse.

Durant l'exercice, le Compartiment Japanese Fund a été enregistré dans les pays suivants :

Belgique  
France  
Luxembourg  
Pays-Bas  
Norvège  
Singapour  
Espagne  
Suède  
Suisse

Aucun autre événement important concernant la Société n'est survenu durant l'exercice.

**17. Événements postérieurs à la clôture de l'exercice**

M. Alastair Maclean a été nommé Administrateur de la Société le 29 novembre 2018.

Le 29 novembre 2018, le Conseil d'administration a approuvé la nomination de Baillie Gifford Investment Management (Europe) Limited, qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2019, sous réserve de l'approbation de la Banque centrale.

Le 13 décembre 2018, la Société a notifié à la Banque centrale une mise à jour du Prospectus qui portait principalement sur l'inclusion de six nouvelles Catégories d'Actions dans deux Compartiments non approuvés à la distribution aux investisseurs non qualifiés en Suisse et à partir de la Suisse ainsi que dans un Compartiment non approuvé à la distribution en Suisse et à partir de la Suisse.

Baillie Gifford Investment Management (Europe) Limited prévoit de déléguer ses fonctions de gestion d'investissement à un sous-gestionnaire d'investissement, Baillie Gifford Overseas Limited, avec effet au 1<sup>er</sup> février 2019.

Aucun autre événement important concernant la Société n'est survenu après la fin de l'exercice.

**18. Approbation des états financiers**

Le rapport et les états financiers audités ont été approuvés par le Conseil d'administration le 23 janvier 2019.

**ÉTAT DES VARIATIONS DES PORTEFEUILLES (NON AUDITÉ)  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2018  
JAPANESE FUND**

Conformément à la Réglementation sur les OPCVM, les principales variations du portefeuille survenues au cours de la période sous revue sont fournies ci-après afin de permettre aux Actionnaires d'observer les changements dans les investissements détenus par la Société. Ces tableaux présentent le total des achats et des ventes de valeurs mobilières supérieurs à 1 % de la valeur totale des achats et des ventes de la période. Nous sommes tenus néanmoins de présenter au minimum les 20 ventes et les 20 achats les plus importants.

**Principales acquisitions**

	<b>Valeur nominale d'achat</b>	<b>Coût JPY</b>
SoftBank Group Corp	314 500	2 776 045 122
Inpex Corp	1 582 700	2 064 843 347
Sumitomo Mitsui Trust Holdings Inc	434 700	1 952 741 370
Rakuten Inc	1 916 900	1 543 049 224
Sony Financial Holdings Inc	644 200	1 323 148 478
SBI Holdings Inc	506 500	1 294 374 513
Kubota Corp	604 600	1 183 216 157
Sony Corp	218 400	1 176 589 400
Otsuka Corp	236 600	1 127 924 425
Don Quijote Holdings Co Ltd	204 800	1 124 519 399
Murata Manufacturing Co Ltd	70 400	1 122 312 782
Toyota Tsusho Corp	235 200	957 929 089
Suruga Bank Ltd	443 700	948 000 165
Mitsui & Co Ltd	502 800	930 283 639
CyberAgent Inc	176 400	851 798 092
LINE Corp	184 900	844 272 723
Subaru Corp	226 400	832 173 622
Mitsubishi Corp	260 500	791 766 170
Japan Exchange Group Inc	387 200	779 396 617
FANUC Corp	30 200	772 597 453
Start Today Co Ltd	226 400	760 695 724
Isuzu Motors Ltd	441 100	741 860 712
Ain Holdings Inc	93 200	701 451 247
Toyo Tire & Rubber Co Ltd	376 500	701 337 167
Denso Corp	113 000	683 153 261
Kakaku.com Inc	341 700	657 180 504
Nitori Holdings Co Ltd	37 700	646 152 052
Shimadzu Corp	210 000	630 693 660
Mitsubishi Estate Co Ltd	308 400	618 136 911
Recruit Holdings Co Ltd	208 700	605 234 732
Kao Corp	75 900	600 728 962
MS&AD Insurance Group Holdings Inc	162 800	593 257 761
Sawai Pharmaceutical Co Ltd	102 500	569 819 931
Topcon Corp	251 100	568 776 658
Iida Group Holdings Co Ltd	269 500	568 265 241
Keyence Corp	9 000	564 349 114
HIS Co Ltd	160 400	554 664 709
SMC Corp	12 000	533 984 820
Nidec Corp	31 700	526 575 548
Advantest Corp	219 900	525 648 660
MISUMI Group Inc	168 000	518 082 586
GMO internet Inc	265 000	515 062 891
Mazda Motor Corp	315 600	474 607 633
Sumitomo Metal Mining Co Ltd	105 200	469 639 250

ÉTAT DES VARIATIONS DES PORTEFEUILLES (NON AUDITÉ)  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2018  
JAPANESE FUND (SUITE)

Principales ventes

	Valeur nominale de vente	Produit JPY
Nintendo Co Ltd	39 800	1 698 963 228
Yaskawa Electric Corp	247 000	1 229 216 034
Nabtesco Corp	256 000	1 118 892 513
Start Today Co Ltd	235 200	915 967 796
Keyence Corp	11 600	778 121 624
CyberAgent Inc	136 600	745 983 843
Suruga Bank Ltd	1 138 800	723 022 827
SoftBank Group Corp	55 900	506 580 791
Mitsui & Co Ltd	211 700	388 633 785
Mitsubishi UFJ Lease & Finance Co Ltd	603 700	378 782 474
Kubota Corp	197 900	374 655 019
SMC Corp	8 100	358 379 236
Japan Exchange Group Inc	172 700	350 402 522
Mitsubishi Corp	115 100	340 924 894
FANUC Corp	13 200	336 756 949
Inpex Corp	263 000	331 285 843
MISUMI Group Inc	104 600	329 453 961
Denso Corp	51 100	303 367 786
Kao Corp	38 800	301 884 766
Sony Corp	56 000	298 738 538
Sumitomo Mitsui Trust Holdings Inc	69 200	297 057 616
Shimadzu Corp	96 900	276 614 232
Sony Financial Holdings Inc	139 600	268 898 922
Nitori Holdings Co Ltd	15 100	265 547 948
Recruit Holdings Co Ltd	87 300	249 981 978
Kakaku.com Inc	117 500	242 223 667
Otsuka Corp	42 600	238 539 500
Toyota Tsusho Corp	60 000	237 826 667
Topcon Corp	109 500	235 750 768
Isuzu Motors Ltd	140 600	229 898 755
GMO internet Inc	95 400	219 365 896
MS&AD Insurance Group Holdings Inc	59 700	215 070 226
Murata Manufacturing Co Ltd	12 000	198 302 746
Mazda Motor Corp	134 100	196 592 829
Advantest Corp	78 600	195 319 353
Nidec Corp	11 500	192 270 237
Subaru Corp	50 900	178 228 642
Sumitomo Metal Mining Co Ltd	40 900	175 497 401

## POURCENTAGES DES FRAIS COURANTS (NON AUDITÉS)

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2018.

**Japanese Fund**

Catégorie A EUR de capitalisation	1,58 %
Catégorie A EUR de distribution (couverte) <sup>1*</sup>	1,63 %
Catégorie A SEK de capitalisation <sup>2*</sup>	1,58 %
Catégorie B EUR de capitalisation	0,68 %
Catégorie B EUR de capitalisation (couverte)	0,73 %
Catégorie B EUR de distribution <sup>3*</sup>	0,68 %
Catégorie B GBP de capitalisation <sup>4*</sup>	0,68 %
Catégorie B GBP de capitalisation (couverte) <sup>5*</sup>	0,73 %
Catégorie B GBP de distribution <sup>6*</sup>	0,68 %
Catégorie B JPY de capitalisation	0,68 %
Catégorie B USD de capitalisation	0,68 %
Catégorie B USD de capitalisation (couverte)	0,73 %
Catégorie B USD de distribution <sup>7*</sup>	0,68 %
Catégorie C GBP de capitalisation	0,08 %
Catégorie C USD de capitalisation	0,08 %

<sup>1</sup> La Catégorie d'Actions a commencé ses activités le 17 août 2018.

<sup>2</sup> La Catégorie d'Actions a commencé ses activités le 1<sup>er</sup> février 2018.

<sup>3</sup> La Catégorie d'Actions a commencé ses activités le 24 juillet 2018.

<sup>4</sup> La Catégorie d'Actions a commencé ses activités le 25 juillet 2018.

<sup>5</sup> La Catégorie d'Actions a commencé ses activités le 16 octobre 2017.

<sup>6</sup> La Catégorie d'Actions a commencé ses activités le 1<sup>er</sup> août 2018.

<sup>7</sup> La Catégorie d'Actions a commencé ses activités le 8 août 2018.

\* Les frais courants sont une estimation en raison de la petite taille de la Catégorie.

---

**RAPPORT SUR LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION (NON AUDITÉ)**

---

**Politique de rémunération en vertu de la Directive OPCVM V**

Conformément aux exigences de la Réglementation sur les OPCVM, la Société a adopté une politique de rémunération respectant les principes énoncés dans les orientations de l'ESMA relatives aux bonnes politiques de rémunération au titre de la Directive OPCVM V (les « orientations relatives à la rémunération »). La politique de rémunération adoptée par la Société est appropriée par rapport à sa taille, à son organisation interne, à sa nature, ainsi qu'à la portée et à la complexité de ses activités. La Société examine au moins une fois par an sa politique de rémunération et sa mise en œuvre, conformément à l'art. 24(B), al. (c) et (d), de la Réglementation sur les OPCVM.

Cette politique s'applique à certains collaborateurs du personnel identifié dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la Société. Au 30 septembre 2018, la Société n'avait aucun employé et sa politique de rémunération ne s'appliquait donc qu'aux membres de sa direction, soit le Conseil d'administration. Les Administrateurs non affiliés au Gestionnaire d'investissement ont reçu une rémunération annuelle fixe telle qu'indiqué à la note 4 des états financiers au titre de leurs tâches, de leur expertise et des responsabilités qu'ils ont assumées. Cette rémunération est en phase avec les montants versés par d'autres fonds irlandais. Les Administrateurs qui sont des employés du Gestionnaire d'investissement (ou d'une société affiliée) ne reçoivent aucune rémunération au titre de leurs services en tant qu'Administrateurs.

La politique de rémunération a été modifiée pour tenir compte de la publication des orientations relatives à la rémunération en octobre 2016, notamment pour refléter les exigences liées aux fonctions de gestion déléguées. Aucun autre changement important n'a été apporté à la politique de rémunération depuis son adoption.

La Société a délégué la gestion de ses investissements et des risques y afférents au Gestionnaire d'investissement. Le personnel du Gestionnaire d'investissement n'a reçu aucune rémunération de la part de la Société. Le Gestionnaire d'investissement est en effet chargé de rémunérer son personnel selon sa propre politique de rémunération. Sur demande de la Société, le Gestionnaire d'investissement a confirmé qu'étant soumis aux règles de rémunération de la CRD III (Capital Requirement Directive) et du guide de référence prudentiel relatif au BIPRU (prudential sourcebook for Banks, Building Societies and Investment Firms), sa politique de rémunération respectait les recommandations en la matière et était tout aussi efficace que les exigences de la Directive OPCVM V. Les informations concernant la politique de rémunération du Gestionnaire d'investissement peuvent être consultées à l'adresse suivante : <https://www.baillieghifford.com/en/uk/about-us/literature-library/legal/baillie-ghifford-group-remuneration-disclosure/>.